

RAPPORT DU COLLOQUE



L'alphabétisation en français à l'heure des réseaux et des communautés d'échanges

Tenu à Montréal, du 23 au 25 avril 2008



Ressources humaines et
Développement social Canada

Human Resources and
Social Development Canada

CANADIAN COUNCIL ON LEARNING CCL CCA CONSEIL CANADIEN SUR L'APPRENTISSAGE
Adult Learning Knowledge Centre Centre du savoir Apprentissage chez les adultes



Centre de documentation
sur l'éducation des adultes et la condition féminine



FCAF
Fédération
canadienne pour
l'alphabétisation
en français

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ

I. INTRODUCTION 5

II. MERCREDI 23 AVRIL 2008 8

Discours

- L'état actuel de la recherche en alphabétisation, retour sur quatre années d'efforts – Rosalie Ndejuru pour Isabelle Gendreau 8
- La recherche en alphabétisation francophone au Canada : Des liens à définir – Suzanne Benoit 10
- Réfléchir pour mieux agir – Danielle Charron 12

Conférence d'ouverture

- Derrière les statistiques, un besoin fondamental – Paul Bélanger 14

III. JEUDI 24 AVRIL 2008 16

- La place de la recherche : une cartographie conceptuelle – Sharon Hackett 16
 - Atelier 1 : Mise en situation 18
 - Atelier 2 : La culture de la recherche en alphabétisation 20
 - Atelier 3 : Les moyens 21
- Présentation du site COMPAS – Sophie Ambrosi 23
 - Atelier 4 : Les décideuses, les décideurs et le financement 26
 - Atelier 5 : Le réseau 28
- Une synthèse de la recherche en français en alphabétisation des adultes au Canada de 1994 à 2005 – Claudie Solar 29

IV. VENDREDI 25 AVRIL 2008 44

- Les problématiques hors Québec – Nathalie Boivin 44
- Communauté de recherche sur l'alphabétisme, la littératie et l'alphabétisation : présentation de quatre modèles – Chantal Ouellet 45
- Des exemples de réseaux de recherche en alphabétisation en Europe – Maren Elfert 48
 - Atelier 6 : Le meilleur modèle de réseau 50
 - Atelier 7 : Les caractéristiques du réseau 51
 - Atelier 8 : Les priorités du réseau 52

Conférence de clôture

- L'alphabétisation au cœur de l'éducation de base pour tous – Michèle Stanton-Jean 53

V. BILAN DU COLLOQUE 56

VI. CONCLUSION 59

ANNEXES 60



RÉSUMÉ

Le Colloque « L'alphabétisation en français à l'heure des réseaux et des communautés d'échanges », tenu à Montréal du 23 au 25 avril 2008, marque l'aboutissement d'une longue démarche. Il couronne en effet quatre années d'efforts inlassables du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) et de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) afin de favoriser la recherche en langue française dans le domaine de l'alphabétisation au Canada.

■ Le CDÉACF et la FCAF peuvent se féliciter à plusieurs titres. Leur détermination à garder le cap malgré les difficultés constitue sans doute le principal ingrédient de la réussite. Sans leur persévérance, ni le Colloque ni le réseau n'auraient vu le jour. Grâce à leur position de leaders en alphabétisation, ils ont pu organiser un large rassemblement à l'image de la complexité des problématiques liées à l'analphabétisme et du grand nombre de secteurs à l'œuvre dans le domaine. Pour ce faire, ils ont bénéficié des réseaux de connaissances des membres d'un comité consultatif pancanadien.

Pendant trois jours, 80 personnes venues de toutes les régions ont réfléchi à la possibilité de former une communauté francophone de recherche sur l'alphabétisation, l'alphabétisme et la littératie. C'était la première fois qu'un si grand nombre de francophones œuvrant dans les milieux de pratique et de recherche se réunissaient pour discuter de ce projet. La moitié venait du Québec et l'autre moitié, des communautés francophones et acadiennes du Canada. Le Colloque a ainsi donné lieu à de riches échanges entre 25 personnes issues de multiples disciplines et groupes de recherche de 13 universités situées dans 5 provinces. Les milieux de pratique n'étaient pas en reste avec

RÉSUMÉ suite

42 intervenantes et intervenants qui représentaient environ 30 organismes nationaux, provinciaux et communautaires, et syndicats. De plus, 11 fonctionnaires de 7 ministères fédéraux et provinciaux ont participé activement aux discussions.

Le CDÉACF et la FCAF ont également obtenu la participation de plusieurs réseaux canadiens et internationaux. Ils ont ainsi bénéficié d'une aide financière du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes, qui relève du Conseil canadien sur l'apprentissage. De plus, le Centre du savoir sur l'apprentissage et le marché du travail ainsi que le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada ont été représentés au Colloque. L'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie y a délégué Maren Elfert, spécialiste de son programme Relations publiques, qui travaille à la réalisation d'un réseau européen similaire. Enfin, Michèle Stanton-Jean, présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO, a prononcé la conférence de clôture. Les liens noués laissent présager un bel avenir pour le réseau de recherche en français sur l'alphabétisation des adultes.

Le CDÉACF et la FCAF avaient conçu le Colloque comme une expérience d'apprentissage afin d'outiller les personnes participantes à prendre des décisions par rapport à la mise sur pied du réseau. Des conférences et des exposés ont servi à mettre la table pour les échanges dans huit ateliers. Durant les quatre premiers, les personnes participantes ont réfléchi à la nécessité d'intégrer recherche et pratique, de développer une culture de recherche, d'avoir des moyens suffisants et d'influencer la

prise de décisions. Durant les quatre autres, elles ont discuté plus en détail des principales caractéristiques du réseau envisagé.

Si le Colloque n'a pas abouti à la formation immédiate du réseau de recherche en alphabétisation, il a néanmoins confirmé la détermination à mener le projet à terme. Les personnes participantes ont conclu à la nécessité d'établir un tel réseau et elles ont avancé les premières pistes de réflexion quant à la mission, aux valeurs, à la structure et aux priorités d'action qui devraient être les siennes. À partir de cette ébauche, le CDÉACF et la FCAF ont rédigé un document de consultation pour procéder ensuite à la validation qu'avaient souhaitée les personnes participantes. De juin à septembre 2008, plus de la moitié d'entre elles ont contribué à la consultation sur la mission, les valeurs et la forme d'un réseau d'échanges canadien permanent en alphabétisation, littératie et alphabétisme en français.

En fin de compte, les efforts des partenaires soutenus par l'engagement des milieux de recherche et de pratique ont porté fruit. Les 21 et 22 novembre 2008, le réseau est devenu réalité lors de l'assemblée de fondation tenue à Montréal. L'aventure palpitante de la recherche en alphabétisation en français amorce donc un nouveau chapitre. À suivre...



I. INTRODUCTION

■ Lorsqu'il s'est ouvert à Montréal, le 23 avril 2008, le Colloque « L'alphabétisation en français à l'heure des réseaux et des communautés d'échanges » marquait l'aboutissement d'une longue démarche. Organisé grâce au partenariat du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) et de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), il venait couronner quatre années d'efforts pour favoriser la recherche en langue française dans le domaine de l'alphabétisation au Canada.

Pendant trois jours, 80 personnes venues de toutes les régions du pays ont réfléchi à la possibilité de former une communauté francophone de recherche sur l'alphabétisation, l'alphabétisme et la littératie. La moitié venait du Québec et l'autre moitié, des communautés francophones et acadiennes du Canada. Leur expérience dans une diversité de disciplines et de secteurs – éducation, santé, communication, sociologie, alphabétisation familiale, gouvernements fédéral et provinciaux – a enrichi les discussions.

Si le Colloque a de quoi réjouir, son point de départ vient d'un constat troublant. En 2004, le Secrétariat national à l'alphabétisation (SNA) organise une discussion sur la recherche en alphabétisation au Canada. On se rend alors compte que l'étude qu'il a commandée – *From Coast to Coast: A Thematic Summary of Canadian Adult Literacy Research* – ne mentionne aucune recherche en français.

Les organismes d'alphabétisation en français se mobilisent immédiatement pour souligner l'importance de connaître la situation de la recherche dans leurs milieux. Quelques mois plus tard, le SNA approche le CDÉACF et la FCAF pour trouver des pistes de solution, notamment la mise sur pied d'un réseau déjà pressenti comme nécessaire. Il leur

demande de porter la réflexion afin d'améliorer la recherche et la pratique en alphabétisation pour que les personnes peu alphabétisées aient accès à des programmes efficaces pour les aider à sortir de l'isolement causé par la difficulté à lire ou à écrire.

Malgré l'ampleur du défi, le CDÉACF et la FCAF acceptent de piloter le dossier avec empressement, car leurs missions complémentaires en font des partenaires tout désignés. En effet, le CDÉACF vise à démocratiser des savoirs auprès des communautés francophones du Québec et du Canada, notamment en administrant et en animant un centre de documentation spécialisé en éducation des adultes, en alphabétisation et en condition féminine. Quant à la FCAF, depuis sa fondation en 1991, elle représente les groupes et les associations francophones qui font de l'alphabétisation en français partout au Canada. Au fil des années, cet organisme pancanadien s'est distingué en tissant des liens privilégiés avec des partenaires de différents milieux professionnels. La FCAF a toujours cherché à intéresser le plus de réseaux possible à l'alphabétisation et à sensibiliser le public à l'importance de lire et d'écrire en français.

À partir de 2004, le CDÉACF et la FCAF s'activent. Ils entreprennent des démarches stratégiques suivant deux axes : le premier est de tracer un portrait de la recherche francophone sur le modèle du portrait anglophone réalisé par la D^{re} Pat Campbell pour le SNA; le second est de créer un réseau francophone afin de favoriser la recherche. Le CDÉACF élargit le comité chargé du *Répertoire canadien des recherches en alphabétisation des adultes en français (RÉCRAF)*, qui rassemblait surtout des chercheurs du Québec et de l'Ontario. Le nouveau comité consultatif comprendra 12 personnes de toutes les régions du Canada qui sont issues des milieux de recherche et de pratique (voir la liste des mem-

bres du comité à l'annexe 4). En 2005, le CDÉACF obtient des fonds pour réaliser le portrait souhaité. Il confie alors la tâche à Claudie Solar, professeure à l'Université de Montréal, et à son équipe de recherche. Un an plus tard, paraît le rapport *Douze ans de recherche en alphabétisation des adultes en français au Canada : 1994-2005*.

En 2005, le CDÉACF et la FCAF présentent également un projet qui s'intitule « favoriser la recherche en français » et qui vise à former un réseau de recherche. Les élections de 2006 vont cependant freiner le progrès de la demande. Après des modifications, Ressources humaines et Développement social Canada acceptera de financer le projet pour la période de juillet 2007 à septembre 2008. Afin d'alimenter la réflexion, le CDÉACF et la FCAF explorent alors divers modèles de réseaux de recherche et élaborent une cartographie conceptuelle de la recherche en préparation à un colloque qui rassemblera les milieux de l'alphabétisation.

Le CDÉACF et la FCAF ont structuré le Colloque « L'alphabétisation en français à l'heure des réseaux et des communautés d'échanges » de manière à permettre aux personnes participantes d'aborder les discussions sur un même pied, malgré la diversité de leurs fonctions et de leurs expertises. Des conférences et des exposés au cours desquels des spécialistes exposent les grands thèmes de discussion précèdent les 8 ateliers sur des questions comme l'intégration de la recherche et de la pratique, la culture de la recherche, les moyens nécessaires pour faire de la recherche, les divers modèles de réseaux et les caractéristiques du futur réseau de recherche sur l'alphabétisation en français.

Les résultats de ces séances de travail substantielles témoignent du degré d'engagement des personnes participantes. Notre rapport vise à partager la

richesse de leurs échanges avec l'ensemble des milieux de l'alphabétisation et le grand public. Nous présentons donc les faits saillants du Colloque en suivant l'ordre du programme. Nous reproduisons d'abord les discours d'ouverture tels qu'ils ont été prononcés, puis nous donnons un aperçu des conférences et des exposés. Vu l'importance de la recension réalisée par la professeure Solar en 2004, nous publions un article inédit où elle trace un portrait schématique et thématique qui résume les travaux répertoriés dans son rapport initial et les nouvelles recherches parues depuis 2005. Nous résumons ensuite les éléments de réflexion qui sont ressortis durant les ateliers. Enfin, nous dressons un bilan général où nous signalons les facteurs qui ont contribué au succès du Colloque.

En parcourant le rapport, vous pourrez vous plonger (ou replonger) dans l'atmosphère de cet événement capital pour la mise sur pied d'un réseau de recherche en alphabétisation en français. La démarche s'est d'ailleurs poursuivie puisque le CDÉACF et la FCAF ont utilisé les pistes formulées lors du Colloque pour pousser plus loin la réflexion. Près de la moitié des personnes participantes ont alors précisé davantage la mission, les valeurs, la structure et les priorités du futur réseau.

À la suite de cette consultation, le Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE) a accepté de maintenir le financement du projet jusqu'à la fin de janvier 2009. Au même moment, Patrimoine Canada a apporté son soutien au projet. Cette prolongation et ces fonds additionnels ont permis au CDÉACF et à la FCAF de réunir, à la fin de novembre 2008, les principaux acteurs engagés dans la démarche pour lancer concrètement le réseau de recherche francophone en alphabétisation.

Peu importe quel sera l'état d'avancement du projet de réseau au moment où vous lirez ces lignes, les fruits du Colloque exposés ici en demeureront le point de départ incontournable. Nous espérons que cette lecture saura vous inspirer dans votre travail essentiel en faveur de l'alphabétisation en français.

II. MERCREDI 23 AVRIL 2008



* En l'absence de Mme Gendreau, Rosalie Ndejuru prononce son discours.

Discours

L'ÉTAT ACTUEL DE LA RECHERCHE EN ALPHABÉTISATION, RETOUR SUR QUATRE ANNÉES D'EFFORTS

Isabelle Gendreau*, présidente du CDÉACF

Ce soir, nous ouvrons ensemble le Colloque « L'alphabétisation en français à l'heure des réseaux et des communautés d'échanges ». Nous sommes près de 90 personnes venues des quatre coins du Canada. Nous travaillons dans des domaines diversifiés : éducation, il va sans dire, mais aussi santé, milieu de travail, communications, sociologie, alphabétisation familiale. Nous sommes des chercheurs et chercheurs, des praticiennes et praticiens, des décideurs et décideuses du gouvernement fédéral et de quelques gouvernements provinciaux réunis pour « favoriser la recherche en alphabétisation en français par la mise en œuvre d'une communauté francophone de recherche en alphabétisation ».

Au moment d'amorcer le Colloque, il vaut la peine de jeter un regard en arrière, de brosser le portrait des années d'effort qui nous ont menés jusqu'ici. La question de la recherche préoccupe le milieu de l'alphabétisation depuis bien longtemps. Un premier comité sur la recherche francophone, formé en 1992 par la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), n'a pas survécu aux priorités de financement de l'époque. Pour sa part, le comité consultatif formé par le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) pour encadrer l'élaboration du *Répertoire canadien des recherches en alphabétisation des adultes en français (RÉCRAF)* rassemblait essentiellement des chercheurs du Québec et de l'Ontario. Le répertoire recensait toutefois les recherches en français réalisées partout au Canada.

En 2004, la situation prend une nouvelle tournure avec la sortie du rapport de Pat Campbell intitulé *From Coast to Coast: A Thematic Summary of Canadian Adult Literacy Research*. Ce rapport pancanadien sur la recherche en alphabétisation a été remis au Secrétariat national à l'alphabétisation (SNA) sans inclure les recherches faites par les Autochtones ni par les francophones.

Cela soulève des contestations. La responsable de la recherche au SNA s'engage alors formellement à appuyer des initiatives des Autochtones et des francophones visant le développement de la recherche. Encouragés très fortement par des membres du comité du RÉCRAF, la FCAF et le CDÉACF s'associent pour relever le défi de donner toute sa place à la recherche en français sur l'alphabétisation, l'alphabétisme et la littératie. Le CDÉACF réalisait et diffusait déjà un bulletin de veille sur la recherche par l'intermédiaire du réseau du RÉCRAF et la FCAF était un réseau pancanadien engagé dans la défense de l'alphabétisation en français.

La première action a été d'élargir le comité consultatif du RÉCRAF pour accueillir des membres de toutes les régions issus du milieu de la recherche et du terrain. Ces 12 membres mettront au point la première ossature d'un projet par lequel ils souhaitent créer un réseau de recherche en français au Canada. Mais la route sera longue.

En 2005, nous avons gagné une manche, mais perdu une autre. Le SNA accepte de financer le rapport pan-



canadien sur la recherche en alphabétisation en français, ce qui permettra de publier *Douze ans de recherche en alphabétisation des adultes en français au Canada : 1994-2005*. Effectuée par l'équipe de la D^{re} Claudie Solar, en collaboration avec le comité consultatif du RÉCRAF, cette synthèse dresse un bilan de la recherche et un portrait thématique des 153 travaux répertoriés. Dans sa présentation demain, Mme Solar reviendra sur ce portrait en y ajoutant quelques éléments nouveaux sur les 30 recherches des trois dernières années.

Il est certain qu'un répertoire de recherches comportant 186 publications francophones des 15 dernières années avec un corpus de 83 recherches disponibles intégralement en ligne, sans oublier un comité pancanadien, un réseau virtuel et un bulletin de veille sur la recherche sont déjà des richesses. Ces richesses coexistent néanmoins avec des obstacles considérables : l'absence de ressources financières pour appuyer les projets présentés par les chercheurs francophones; l'absence d'une équipe de chercheurs spécialisés dans le domaine de l'alphabétisation; la difficulté de financer la diffusion de la recherche en français.

C'est pourquoi, en 2005, la FCAF et le CDÉACF ont remis au SNA un premier projet visant la mise en œuvre d'une « communauté francophone de recherche en alphabétisation ». Des modifications et des corrections sont alors exigées et effectuées pour aboutir, comme la majorité des projets, à un changement de gouvernement en 2006.

Vous n'êtes pas sans savoir que le gouvernement conservateur a imprimé sa marque sur l'alphabétisation en apportant des changements dans les programmes et les structures. Ces changements ont secoué le mouvement de l'alphabétisation d'un bout à l'autre du pays et soulevé une vague de protestations. Les organismes d'alphabétisation et leurs alliés se sont levés; ils ont clairement fait comprendre leurs priorités. Pendant cette période turbulente, la FCAF et le CDÉACF ont travaillé de façon soutenue avec les fonctionnaires de ce qui s'appelle aujourd'hui le Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE) pour assurer un avenir à ce projet de réseau, qui sera finalement signé en juillet 2007.

À partir de ce moment-là, les actions se succèdent. Le comité consultatif du RÉCRAF et les deux partenaires du projet se lancent dans l'exploration et l'analyse. Notre objectif ? « Établir une structure francophone pour la recherche en alphabétisation pour corriger l'absence de recherche sur la problématique de l'alphabétisme des francophones et accroître les retombées des services offerts par la connaissance de la situation actuelle de l'alphabétisme des francophones. »

Cet objectif sera réalisé en plusieurs étapes. Pour identifier les points forts et faibles de la recherche et pour déterminer les thèmes prioritaires, nous utilisons le portrait de la recherche francophone publié en 2006. Pour savoir quelle forme devrait prendre la nouvelle communauté, une équipe composée de quatre chercheurs, trois femmes et un homme, fait un inventaire et une analyse critique des modèles de réseau ainsi que des possibilités de financement. L'équipe veut trouver un modèle de structure adéquate pour assurer le maintien et le développement de la recherche sur l'alphabétisme des francophones et sur l'alphabétisation en français. Pour savoir quelles conditions permettront à la recherche de s'épanouir, nous avons aussi réalisé une cartographie conceptuelle. Enfin, la dernière grande étape du projet est l'organisation du présent colloque, un large rassemblement de chercheurs et chercheuses, praticiens et praticiennes, décideurs et décideuses en vue de créer une structure canadienne de recherche en français.

Nous nous réjouissons donc de vous voir en aussi grand nombre. De voir aussi représentées toutes les universités francophones du Québec et la plupart des universités francophones canadiennes, des centres canadiens sur l'apprentissage, des décideurs de plusieurs gouvernements et des organismes d'alphabétisation basés à Wellington, à Vancouver, à Yellowknife et même à Longueuil !

C'est ensemble que nous déciderons des suites à donner au Colloque et des actions à prioriser dans les mois et les années à venir.

Bon colloque !

II. MERCREDI 23 AVRIL 2008



Suzanne Benoit

Discours

LA RECHERCHE EN ALPHABÉTISATION FRANCOPHONE AU CANADA : DES LIENS À DÉFINIR

Suzanne Benoit, présidente de la FCAF

Bienvenue à ce colloque qui porte sur la création d'un réseau de recherche en alphabétisation en français au Canada. La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) a amorcé, il y a plusieurs années, une alliance avec le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF). Nous travaillons ensemble pour appuyer et encourager la recherche en alphabétisation en français. D'ailleurs, Rosalie Ndejuru en a très bien retracé l'historique. Comme vous le constatez, cette belle complicité a contribué à la réalisation du grand projet de l'organisation du Colloque.

Nous sommes à l'heure des réseaux et des communautés d'échanges. Et qui dit réseaux et communautés d'échanges, dit partenariats. À la Fédération, nous croyons fermement aux partenariats. D'ailleurs, la Fédération elle-même est un réseau de 12 organisations qui offrent toutes des services d'alphabétisation dans chaque province et territoire (sauf le Nunavut). Ces organisations sont très différentes les unes des autres.

Malgré la diversité de nos organisations et des milieux au sein desquels nous évoluons, nous sommes animés par une grande ambition commune : celle de créer une société pleinement alphabétisée. Nous croyons fermement que l'alphabétisation est le catalyseur du développement et le ciment qui lie tous les éléments d'une

communauté. Dans cette perspective, nous croyons que c'est l'ensemble de la société qui doit offrir à tous les individus qui en font partie les conditions nécessaires à leur épanouissement.

Il ne faut jamais perdre de vue que les personnes qui ont besoin d'améliorer leurs capacités en lecture et en écriture n'évoluent pas en vase clos. En plus d'être des employés, ces personnes sont aussi des parents, des patients des cliniques de santé, des membres de clubs de loisirs, des citoyens qui votent. Il faut donc les rejoindre dans tous les aspects de leur vie.

C'est toute la société qui porte le poids du faible taux d'alphabétisme de chacun de ses membres. Car si un taux élevé d'alphabétisme renforce la vitalité de toute la société, un faible taux d'alphabétisme comporte un coût, parfois très important, sur les plans personnel, économique, social et démocratique.

Dans la perspective d'un Canada démocratique, nous croyons que l'alphabétisation est un droit fondamental de l'individu. Nous croyons que tous les citoyens doivent avoir la capacité de participer à des réseaux de communication écrite pour pouvoir contribuer à la construction du dialogue de la démocratie au sein de leurs communautés.



Nous croyons que la société doit offrir à tous ses citoyens les conditions nécessaires à leur épanouissement. Cela inclut l'accès pour tous à l'éducation et à la formation tout au long de la vie, quels que soient leurs niveaux social et économique.

Pour y arriver, il faut mobiliser l'apport de multiples acteurs – praticiens, politiciens, journalistes, propriétaires d'entreprises, apprenants, chercheurs. Il faut que tous ces acteurs travaillent ensemble.

La recherche est une des clés qui assurent la mobilisation de tous les acteurs. Elle est essentielle pour la communauté des praticiens et des gestionnaires en alphabétisation qui travaillent directement auprès des personnes qui veulent apprendre à lire et à écrire ou améliorer leurs compétences en lecture et en écriture. La recherche oriente et guide nos actions; bref, elle nous permet de mieux faire notre travail.

Il y a quelques années, le CDÉACF a publié *Douze ans de recherche en alphabétisation des adultes en français au Canada : 1994-2005*. Dirigée par Claudie Solar, une équipe de chercheurs a fait le bilan des travaux effectués durant cette période. L'étude a démontré à la fois la qualité des recherches réalisées et les nombreuses thématiques abordées. Elle a toutefois aussi révélé qu'il restait encore beaucoup à faire.

Si nous sommes réunis, c'est que nous croyons que la recherche est un élément essentiel à l'avancement de l'alphabétisation en français au Canada, à la réalisation d'une société pleinement alphabétisée. C'est que nous croyons que cela vaut le coup (c-o-u-p) et le coût (c-o-û-t) d'y consacrer notre énergie.

Cette devise peut vous sembler familière. Nous l'avons empruntée à Serge Wagner. Parmi tous les collaborateurs de la Fédération, Serge se démarque. Il est un véritable militant, dans le sens le plus noble du mot, un des plus grands défenseurs de l'alphabétisation des adultes. Il est aussi un des auteurs les plus prolifiques en la matière, celui qui est cité dans tous les ouvrages sur le sujet. Il a été présent à tous les forums pour faire connaître les enjeux et les bénéfices de l'alphabétisation des adultes, et quand Serge parlait, on l'écoutait. Serge souhaitait de tout son cœur l'établissement d'un réseau de recherche en alphabétisation. Nous sommes fiers de vous réunir pour cet objectif.

La Fédération et le CDÉACF ont fait un bon bout de chemin dans l'avancement de la recherche en alphabétisation en français au Canada. Nous sommes tous des leaders en recherche. Nous vous avons rassemblés pour créer un réseau de recherche. Nous poursuivons notre travail comme si l'appui financier y était. C'est donc à nous de définir quelle forme peut prendre un réseau de recherche en alphabétisation en français et comment cela peut se faire.

Nous sommes à l'heure des réseaux et des communautés d'échanges. C'est à nous d'agir ensemble.

Bon colloque !

II. MERCREDI 23 AVRIL 2008



Danielle Charron

Discours

RÉFLÉCHIR POUR MIEUX AGIR

Danielle Charron, coordonnatrice adjointe, Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes, Conseil canadien sur l'apprentissage

Quelle belle initiative que ce colloque pancanadien francophone sur la recherche en alphabétisation et la conception d'un réseau voué à l'alphabétisme et à l'alphabétisation en français ! Félicitations aux organismes organisateurs, le CDÉACF et la FCAF.

Je tiens d'abord à vous transmettre les salutations de Kathleen Flanagan, coordonnatrice du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes (CSAA), qui vous souhaite des échanges fructueux et beaucoup de succès dans la réalisation des objectifs du Colloque.

L'implication du CSAA remonte à l'été dernier. Gaëtan Cousineau, alors directeur général de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), m'a approchée pour parler de la possibilité d'un partenariat pour l'organisation d'un colloque sur la recherche. Il m'avait alors fait part du travail en cours depuis 2004 : formation d'un comité consultatif, exploration de modèles de réseaux de recherche, inventaire des recherches en alphabétisation. J'ai su immédiatement que le CSAA avait un rôle à jouer dans l'événement prévu. Il convient de vous présenter le CSAA (un bel acronyme que nous prononçons « cé ça »). Le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes fut fondé à

l'automne 2005 par le Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA) en vertu d'une entente avec Ressources humaines et Développement social Canada. Quatre autres centres furent fondés sur les thèmes de la santé, des jeunes enfants, du milieu du travail et de l'apprentissage chez les Autochtones. Nos bureaux sont situés sur le campus de l'Université du Nouveau-Brunswick, à Fredericton. Puisque le mandat du CSAA est de favoriser une culture d'apprentissage tout au long de la vie en collaboration avec des intervenants clés, nous nous efforçons de bâtir des réseaux d'apprentissage chez les adultes, de faciliter l'échange de connaissances sur des questions prioritaires et de favoriser l'établissement de partenariats pour faire progresser l'apprentissage chez les adultes.

Le CSAA devient de plus en plus un centre d'expertise et d'action en apprentissage chez les adultes. Les membres du consortium atlantique proviennent des gouvernements, des établissements d'enseignement postsecondaire et de la collectivité (y compris les secteurs privé et public). Ils représentent 53 organismes qui sont actifs dans la recherche, mais aussi dans la pratique, la prestation et l'évaluation des programmes d'apprentissage pour les adultes. Le réseau de membres actifs prend de plus en plus d'ampleur, en parti-



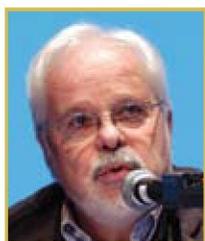
culier parmi les groupes francophones. La FCAF en fait d'ailleurs partie puisque plusieurs de ses membres se trouvent dans la région atlantique. Il faut noter que le CSAA offre ses programmes et ses activités à l'échelle pancanadienne. Nous voulons établir des liens avec les nombreux réseaux et les communautés dans tout le pays en soutenant un large éventail de possibilités de recherche et d'apprentissage. Vous comprenez maintenant pourquoi le CSAA est un des partenaires du Colloque.

Réfléchir pour mieux agir est crucial pour bien lancer des initiatives telles qu'un réseau qui saura appuyer et renforcer le développement de la capacité de recherche en français. Le CSAA a participé à plusieurs stratégies visant à resserrer les liens entre la recherche et la pratique du côté anglophone. Avec ce colloque, je suis très heureuse d'avoir l'occasion d'étendre nos activités aux chercheurs et aux praticiens francophones. En regardant la programmation des deux prochains jours, il est évident qu'une réflexion approfondie aura lieu pour assurer que les actions prises seront bien pensées et fondées dans la réalité des personnes participantes. Cette réflexion doit nous mener vers une action concertée auprès des décideuses et décideurs qui pourront mieux appuyer le développement de la capacité de recherche en français en alphabétisation.

Voilà la raison pour laquelle j'invite les organisateurs du Colloque à venir présenter les résultats de cette réflexion au colloque du CSAA, qui aura lieu à Saint-Jean, Terre-Neuve, du 23 au 25 juin 2008. Intitulé Cheminement vers une culture d'apprentissage chez les adultes au Canada, il a pour thème « La viabilité des commu-

nautés et l'apprentissage ». Je n'ai aucun doute que la démarche entreprise et les résultats sauront intéresser les 200 personnes attendues. J'invite aussi toute autre personne intéressée à l'apprentissage chez les adultes. C'est également une belle occasion de visiter Terre-Neuve, de se baigner dans la culture terre-neuvienne et d'admirer les icebergs qui descendent vers le sud. On me dit que la fin de juin est un temps idéal et que la célèbre rue George déborde de célébrations durant toute la soirée et la nuit.

Bon colloque et bonne réflexion !



Paul Bélanger

*M. Bélanger étant à Hambourg, il a présenté sa conférence par enregistrement vidéo.

Conférence d'ouverture

DERRIÈRE LES STATISTIQUES, UN BESOIN FONDAMENTAL

*Paul Bélanger, professeur et directeur, Centre de recherche interdisciplinaire sur l'éducation permanente, Université du Québec à Montréal; président, Conseil international de l'éducation des adultes

Le thème qui vous rassemble est majeur. Les liens entre les chercheurs et les praticiens en alphabétisation peuvent faire toute une différence par rapport aux politiques qui bougent très peu depuis quelques années.

En 2002-2003, les grandes enquêtes internationales sur l'alphabétisation ont démontré que 50 % de la population canadienne n'avait pas un niveau acceptable pour l'économie du savoir et les sociétés informatisées. Ce taux s'élevait à plus de 55 % pour les minorités francophones hors Québec. Depuis ce temps, nous avons fait des efforts de plaidoyer. Malgré ces chiffres qui nous donnaient un argument de poids, nous n'avons pas réussi à faire modifier les politiques, du moins à un degré suffisant par rapport à l'ampleur du problème.

Un des grands défis auxquels nous devons faire face est d'identifier les sortes de recherche et de collaboration nécessaires entre praticiens et chercheurs pour arriver à faire bouger les choses. La ligne d'action semble claire : il faut passer d'un plaidoyer statistique vers un plaidoyer plus près de la vie quotidienne, par exemple dans les domaines du travail, de la santé, de l'autonomie des personnes âgées et de l'exclusion sociale. Ces quelques

exemples sont autant de cas concrets qui devraient être documentés au moyen d'histoires vécues et de témoignages. Bref, la qualité de vie de l'ensemble des citoyens est le premier enjeu à mettre de l'avant dans un colloque qui réunit des personnes issues des milieux de pratique et de recherche.

La coopération entre ces deux milieux peut faire bouger les politiques du gouvernement fédéral, des entreprises, des syndicats, des provinces et des municipalités qui ont tous un rôle majeur à jouer dans un environnement lettré. C'est là mon premier point. Il faut des politiques qui permettent l'exercice d'un droit essentiel à l'exercice de tous les autres droits : à savoir le droit de pouvoir communiquer et d'avoir toutes les compétences nécessaires pour le faire dans le contexte de nos sociétés informatisées.

Mon deuxième point concerne l'environnement lettré qui est important non seulement pour pouvoir renforcer nos compétences, mais aussi pour pouvoir exprimer notre demande. Saisir l'importance concrète de cet environnement lettré exige une grande collaboration entre chercheurs et praticiens. Si une personne vit dans un environnement lettré trop rébarbatif où



la communication écrite est réellement compliquée, elle pourrait cesser d'utiliser ses compétences en lecture. Il s'agit d'un facteur encore plus important pour les minorités linguistiques. Dans ce cas, une politique d'intervention pour le développement des compétences devrait très certainement être soutenue par une politique d'enrichissement des environnements lettrés francophones.

Mon troisième point est directement lié au thème du Colloque puisqu'il touche les politiques de recherche en alphabétisation. Une politique de recherche n'a du sens que s'il existe un lien étroit entre les praticiens et les chercheurs. Il faut également axer les travaux sur des projets significatifs pour la population, car c'est l'un des enjeux majeurs pour la démocratisation de la recherche en alphabétisation. De manière réciproque, il faut que le terrain accepte que la recherche dérange parfois, mais qu'elle est utile à long terme. Il faut créer un espace pour la recherche, pour partager l'enjeu de la recherche.

Nous sommes également dans une situation où l'expertise peut être partagée entre le Nord et le Sud, et l'alphabétisation s'y prête de façon extraordinaire. Il devient donc important que le CDÉACF – le meilleur centre de documentation au pays – accroisse sa documentation internationale sur la question très large des compétences de base.

Pour terminer, il faut rappeler les enjeux de la Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTÉA) qui aura lieu au Brésil, en mai 2009. Les pays sont appelés à répondre à un questionnaire sur l'état de la situation. Il faut donc veiller à ce que celui de la délégation canadienne reflète vraiment la

situation de la population, c'est-à-dire le constat que l'on n'arrive pas à répondre à la demande sociale.

En conclusion, l'alphabétisation est une pédagogie spécialisée qui comprend des pratiques renouvelées et des recherches, mais c'est d'abord une culture de nos sociétés civilisées. Il faudrait que le souci d'alphabétisation soit une curiosité par rapport à ce qui se passe dans nos sociétés. Ce qui frappe actuellement c'est que le seuil à partir duquel on juge qu'une personne est alphabétisée ne cesse de monter. Les gens sont moins compétents et leur environnement devient de plus en plus complexe. Il ne s'agit donc pas tant d'une déficience de la population que d'une déficience de la société qui ne nous permet pas de communiquer.

Le droit à l'alphabétisation est un droit fondamental, un droit à la dignité. Chaque personne a le droit de connaître le plaisir d'exercer son sens de l'abstraction, de parler, de s'exprimer par écrit. Nous devrions tous être capables d'exercer ce droit instrumental, mais aussi fondamental parce que, sans le droit à l'alphabétisation, tous les autres droits ne peuvent être exercés. Il s'agit maintenant de viser l'intelligence collective de la population, et c'est la raison d'être du Colloque. Espérons que la communauté de recherche et de pratique réunie ici pourra trouver des façons de construire un plaidoyer fort pour réveiller les gens qui sont habitués à des statistiques dramatiques, mais ne voient plus les millions d'hommes et de femmes qui souffrent en silence.



Sharon Hackett

La place de la recherche : UNE CARTOGRAPHIE CONCEPTUELLE

Sharon Hackett, agente de développement, CDÉACF

Présentation préparée avec Christian Dagenais, professeur, Université de Montréal

Le projet de la FCAF et du CDÉACF vise à « favoriser la recherche en alphabétisation en français par la mise en œuvre d'une communauté francophone de recherche en alphabétisation ». Afin d'orienter les actions du projet, les deux partenaires et le comité consultatif du projet avaient besoin de repères. Il fallait tout d'abord connaître la situation de la recherche. Nous avons donc dressé une première carte à partir du rapport *Douze ans de recherche en alphabétisation des adultes en français au Canada : 1994-2005*. Claudie Solar, qui avait réalisé cette recension, en a dressé un portrait synthèse et un portrait thématique.

Le comité consultatif souhaitait cependant explorer une autre dimension en recourant à la cartographie. Afin de mieux connaître les conditions qui favoriseraient le partage et l'utilisation des connaissances, il a décidé de recourir à la technique de la cartographie conceptuelle. Pour ce faire, la coordonnatrice du projet, Sharon Hackett, a travaillé avec Christian Dagenais, professeur à l'Université de Montréal et directeur de l'évaluation en matière de nouvelles connaissances issues de la recherche psychosociale au Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociales (CLIPP).

La cartographie conceptuelle combine l'animation de groupe et des analyses statistiques multivariées pour

regrouper en catégories les idées exprimées par les personnes participantes, leur attribuer un poids relatif et présenter les résultats sous forme graphique. Selon le professeur Dagenais, elle s'avère particulièrement utile pour « identifier des composantes, des dimensions, des particularités d'une réalité donnée et les mettre en relation ». C'était donc la technique idéale pour ouvrir et structurer notre conversation collective sur la communauté de recherche.

La première étape d'une cartographie conceptuelle débute par la formulation de la question. Dans le cas présent, il s'agit d'une phrase à compléter : « La recherche occuperait une plus grande place en 'alphabétisation' si... ». Le fait de mettre entre guillemets le mot « alphabétisation » permet d'en parler sans que le terme lui-même ne devienne l'objet des discussions.

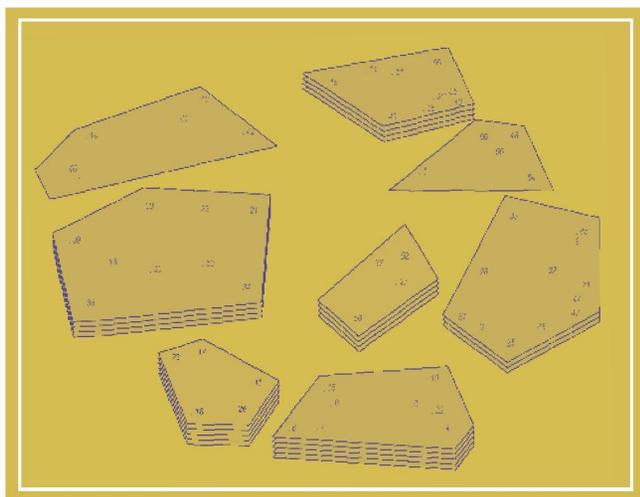
Pour échanger sur la question, il fallait ensuite rassembler des gens intéressés à la recherche. La coordonnatrice du projet a donc pris contact avec une vingtaine de personnes du milieu universitaire et du milieu de l'alphabétisation du Québec et du Canada francophone. En fin de compte, huit personnes de différents horizons (géographique, de pratique et de recherche) ont pu participer à l'exercice de cartographie.



La première séance de groupe a pris la forme d'un remue-méninges collectif où les personnes participantes ont formulé des énoncés. Elles ont ensuite travaillé individuellement pour les classer et leur accorder une cote d'importance allant de 1 à 5. Après cette étape, le professeur Dagenais a saisi les données et réalisé les analyses statistiques afin de construire une carte préliminaire.

Sur cette carte, les énoncés forment des grappes qui sont regroupées sur des îlots. L'importance d'une grappe ne correspond pas à la superficie de son îlot, mais plutôt à l'épaisseur de celui-ci.

Avec la carte préliminaire construite, le groupe s'est réuni pour une seconde discussion. Il a alors examiné le contenu de chacune des grappes et cherché le sens général qui s'en dégageait. Le groupe a donné ensuite une étiquette conceptuelle à chaque catégorie. Après la rencontre, le professeur Dagenais a dressé la version définitive de la carte.



Voici les étiquettes conceptuelles qui composent cette carte, sans ordre d'importance :

« **La recherche occuperait une plus grande place en 'alphabétisation'...**

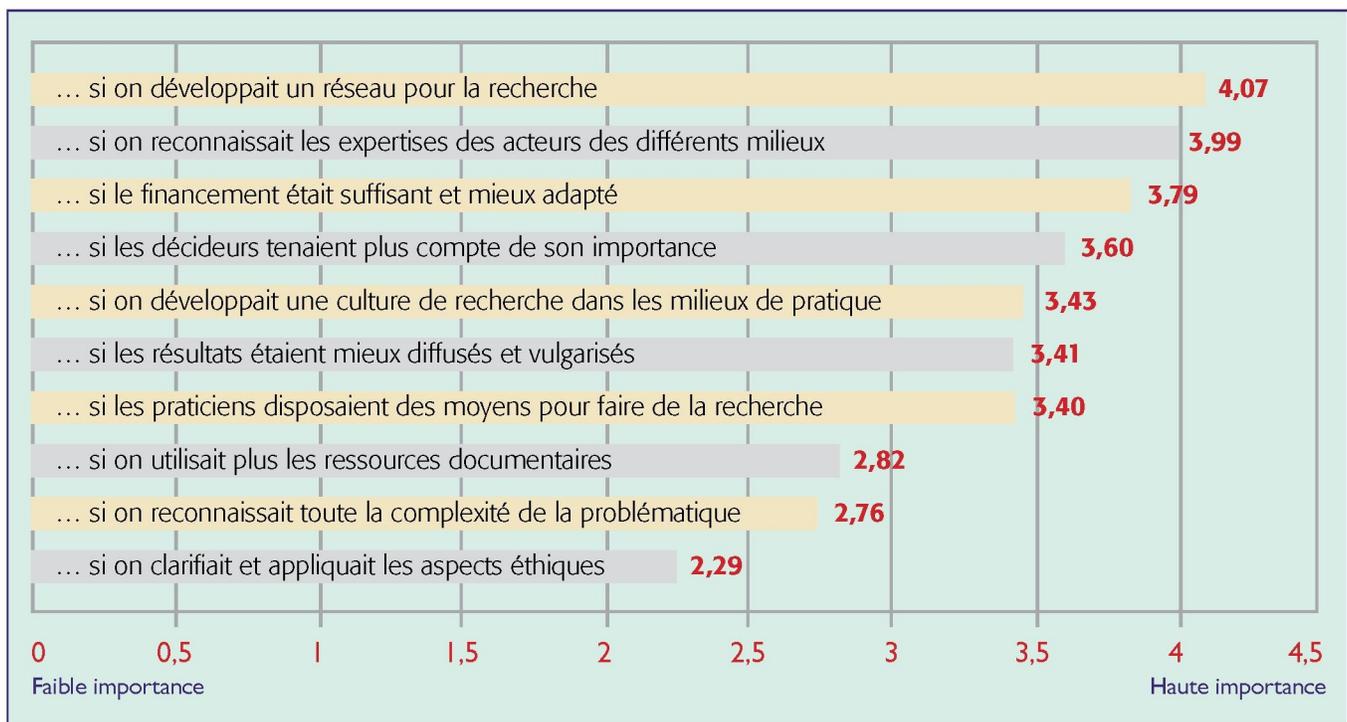
- ... si on développait une culture de recherche dans les milieux de pratique;
- ... si on développait un réseau pour la recherche;
- ... si on reconnaissait les expertises des acteurs des différents milieux;
- ... si le financement était suffisant et mieux adapté;
- ... si les décideurs tenaient plus compte de son importance;
- ... si les résultats étaient mieux diffusés et vulgarisés;
- ... si les praticiens disposaient des moyens pour faire de la recherche;
- ... si on utilisait plus les ressources documentaires;
- ... si on reconnaissait toute la complexité de la problématique;
- ... si on clarifiait et appliquait les aspects éthiques. »

Ces énoncés font bien le tour de la question à savoir comment favoriser la recherche en alphabétisation en français au Canada. Ils ont constitué la trame de fond des 8 ateliers du Colloque. Afin d'éviter que les résultats de la cartographie n'influencent les conclusions des discussions en atelier, la carte conceptuelle définitive (à l'annexe 3) a été dévoilée seulement à la fin de la première journée.

III. jeudi 24 AVRIL 2008

Voici les 10 énoncés, par ordre d'importance, avec leur cote moyenne :

La recherche occuperait une plus grande place en «alphabétisation » si ...



ATELIER I

Mise en situation

Une meilleure intégration recherche-pratique pourrait-elle améliorer le travail des intervenantes et des intervenants ?

La majorité des personnes participantes pensent qu'une meilleure intégration recherche-pratique améliorerait non seulement l'intervention, mais aussi la recherche. Le milieu de la recherche tiendrait plus compte des problèmes vécus sur le terrain, donc répondrait mieux

aux besoins. Le milieu de la pratique connaîtrait plus les résultats de recherche, donc serait plus efficace.

En fait, les deux milieux peuvent s'alimenter mutuellement. Plus les travaux de recherche se colleront aux préoccupations du terrain, plus ils fourniront des informations utiles. Ils favoriseront ainsi des interventions mieux ciblées. De la même manière, plus le milieu de la pratique s'engagera dans les recherches, plus il



contribuera à la production de connaissances ancrées dans la réalité locale. Il favorisera ainsi la mobilisation des connaissances et la responsabilité sociale de la recherche.

Dans cette perspective, la recherche-action offre certains avantages. Parce qu'elle exige des liens étroits entre les milieux de pratique et de recherche, elle permet une meilleure transmission et vulgarisation des connaissances. Le terrain peut donc profiter plus rapidement des fruits de la recherche.

Des obstacles

Certains obstacles nuisent à une meilleure intégration recherche-pratique. Il est en effet difficile de marier les cultures différentes des deux milieux, par exemple le rapport différent au temps. Pris dans l'urgence d'agir, le milieu de la pratique manque de temps pour lire et appliquer les recherches; il veut aussi des résultats rapides pour pouvoir intervenir. Or, le temps nécessaire pour réaliser la recherche s'avère très long, sans compter le temps à consacrer pour intégrer les résultats dans la pratique. Un autre obstacle concerne la consultation des documents de recherche. Les mécanismes de recherche peuvent intimider. De plus, le milieu de la pratique souhaite résoudre la plupart du temps des problèmes concrets, alors que le milieu de la recherche, selon le type de subventions obtenues, peut devoir traiter de problèmes théoriques qui ne trouvent pas une application immédiate dans la pratique.

Des stratégies

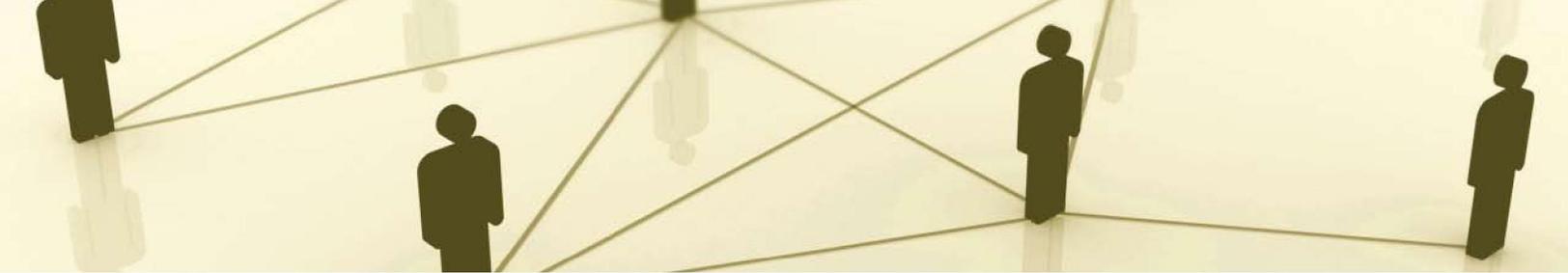
Pour resserrer les liens entre les milieux de recherche et de pratique, plusieurs stratégies s'offrent. On propose ainsi de privilégier la recherche-action parce qu'elle repose sur la collaboration. La communauté peut suggérer des sujets et le milieu de la recherche peut, en

s'impliquant sur le terrain, dépasser la simple description des problèmes. Il est toutefois important d'engager la communauté dans la recherche en la faisant participer à toutes les étapes des projets.

La sensibilisation et la formation sont deux autres stratégies nécessaires. Il faut, par exemple, sensibiliser les praticiens et praticiennes à la question de l'alphabétisation, sensibiliser les chercheurs et chercheuses aux problèmes observés sur le terrain, et faire évoluer le milieu universitaire. Il faut former les gens pour qu'ils comprennent le fonctionnement du milieu de la recherche et puissent adopter l'autre point de vue pour cibler des sujets d'étude.

La nécessité d'assurer la diffusion des résultats de recherche est ressortie clairement. Les stratégies proposées à cette fin consistent à faire des résumés des travaux de recherche, à organiser des activités autour des résultats, à vulgariser les recherches, bref à mettre les résultats à la portée du milieu de la pratique et du grand public.

La volonté d'établir des liens entre les milieux de pratique et de recherche s'est exprimée à maintes reprises. On a même suggéré d'ajouter les employeurs à cette relation. Les stratégies mises de l'avant comprennent l'idée de constituer une communauté de pratique, de créer une passerelle entre l'université et les groupes d'apprentissage, d'inviter les groupes communautaires à cogner aux portes du milieu de la recherche et d'avoir un porte-parole qui pourrait faire le lien entre les deux milieux pour défendre leurs intérêts, leurs positions, leurs besoins.



III. jeudi 24 AVRIL 2008

ATELIER 2

La culture de la recherche en alphabétisation

Est-ce que la complexité du problème de l'analphabétisme est justement reconnue ?

En général, le problème de l'analphabétisme n'est pas reconnu. Le mot « alphabétisation » demeure tabou et la population comprend mal le problème. Les personnes participantes ont fait plusieurs constats en ce sens : il existe peu de revues scientifiques pour faire connaître la question; les universités ne font pas de l'alphabétisation un champ d'étude à part entière; les milieux minoritaires francophones ont de la difficulté à démontrer toute la complexité du problème de l'alphabétisation. Il s'y ajoute la résistance de certains acteurs comme les entreprises et les politiciens et politiciennes.

Parmi les pistes de solution possibles, le milieu de la pratique pourrait obtenir des ressources et inciter le milieu de la recherche à étudier des questions plus concrètes. Les recherches réalisées devraient être contextualisées de manière à expliquer les résultats et à tenir compte de facteurs comme la situation géographique et socio-économique. Pour simplifier l'intervention, il serait utile de dresser différents profils des personnes apprenantes afin de cibler plus rapidement leurs besoins. Enfin, on pourrait mieux définir les problématiques, les illustrer et les exprimer en termes clairs.

La recherche est-elle suffisamment diffusée et vulgarisée ?

À plusieurs reprises, les personnes participantes mentionnent que la recherche n'est pas adaptée au terrain. Le milieu de la pratique a besoin de recherches plus vulgarisées, mais la vulgarisation exige des frais sup-

plémentaires. Le manque de fonds pose donc problème pour la diffusion des résultats.

Dans le milieu de la recherche, les disciplines ne font pas assez de place à l'alphabétisation. Les objets de recherche ne répondent pas toujours à ce que veut le milieu de la pratique. Il n'y a pas de circulation entre les domaines d'étude, les efforts se font en vase clos entre spécialistes. Cette situation peut contribuer à la méfiance du milieu de la pratique.

Pour améliorer la diffusion, il faudrait faire mieux connaître le site spécialisé COMPAS, qui a pris la relève du RÉCRAF, en l'enrichissant de fiches sur les chercheurs et chercheuses, sans oublier d'autres ressources comme la BDAA. Il serait utile d'établir une banque de données de toutes les revues, voire de lancer une revue francophone canadienne peut-être en format électronique. Il serait également souhaitable de publier des comptes rendus ou des synthèses des recherches pour faciliter l'appropriation des résultats sur le terrain.

Pour produire des recherches plus pertinentes, les solutions consistent à mieux cibler les sujets étudiés, à valoriser la recherche-action dans les universités, à former une communauté de recherche et à s'inspirer des modèles en place ailleurs dans le monde. Il faut en même temps inviter les groupes communautaires à cogner aux portes des chercheurs et chercheuses, à s'initier à la recherche et à s'approprier les résultats de recherche qui répondent à leurs besoins.



Y a-t-il une culture de recherche dans les milieux de pratique ?

Deux grands obstacles nuisent à cette culture de recherche : le manque de temps et le manque de financement. Pour des groupes d'alphabétisation qui n'arrivent même pas à répondre aux besoins de base de leur clientèle, la recherche devient un luxe. Il est mal vu d'y consacrer de l'argent, même si l'analyse des besoins serait utile. Dans le milieu de la recherche, il n'y a pas de champ d'étude qui recoupe les intérêts des chercheurs et chercheuses en éducation des adultes, en alphabétisation, en alphabétisme et en littératie. De plus, la communauté de recherche dans ce domaine est quasi inexistante.

Pour encourager une culture de recherche, les groupes communautaires doivent cogner aux portes des cher-

cheurs et chercheuses, participer à des recherches et réfléchir sur leurs pratiques. De la même manière, les équipes de recherche doivent frapper aux portes des centres et des groupes d'alphabétisation. Elles peuvent se rendre plus accessibles en offrant des services aux collectivités et en favorisant la recherche-action.

En fait, les milieux de recherche et de pratique devront développer un langage commun et parvenir à une définition claire de ce qu'est la recherche en milieu de pratique. Pour atteindre cet objectif, la formation offre une piste de solution, par exemple : des cours pour mieux vulgariser ou communiquer les résultats de recherche; des cours de méthodologie pour élaborer des protocoles de recherche compris de tout le monde. Les praticiens et praticiennes devront prendre le temps de s'informer de la recherche et les chercheurs et chercheuses devront accepter de devenir des apprenants.

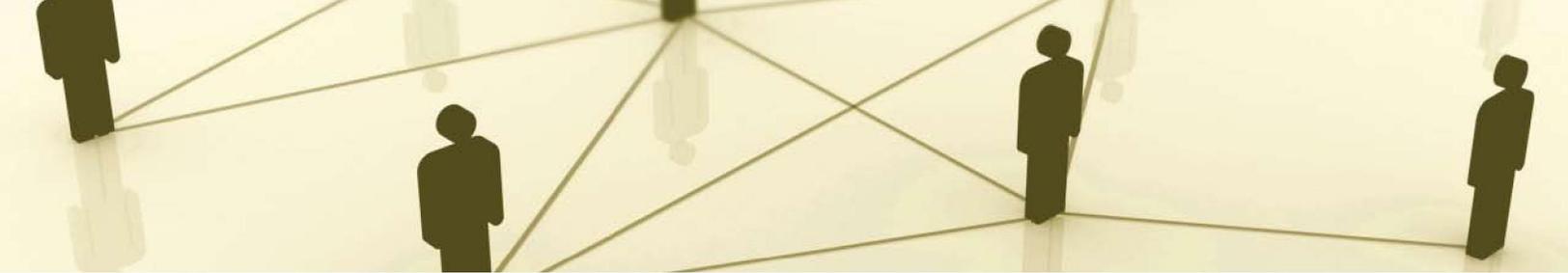
ATELIER 3

Les moyens

Est-ce que les praticiennes et les praticiens disposent des moyens nécessaires pour faire de la recherche ?

Plusieurs éléments évoqués par les personnes participantes confirment que le milieu de la pratique ne dispose pas des moyens nécessaires pour faire de la recherche. Parmi les principaux facteurs figurent le roulement de personnel, le manque de formation, les descriptions de tâches axées uniquement sur la pratique, la résistance à la réflexion et le manque de soutien de la part des organismes. L'instabilité financière des groupes d'alphabétisation provoque aussi une situation d'essoufflement où la recherche n'est pas jugée prioritaire.

Pour remédier au manque de moyens, il existe des solutions à explorer. Il faut privilégier la collaboration entre les milieux de recherche et de pratique, car les praticiens et praticiennes ayant participé à des recherches ont plus tendance à changer leurs pratiques. Il faut stimuler l'intérêt pour la recherche en organisant des Journées professionnelles et en offrant de la formation, par exemple sur la pratique réflexive et le modèle Research and Practice. Il importe aussi de diffuser plus rapidement les travaux de recherche dans des formats novateurs comme la vidéo et la baladodiffusion. Enfin, le développement professionnel, qui permet l'apprentissage tout au long de la vie, offre des possibilités pour surmonter les résistances.



III. jeudi 24 AVRIL 2008

En matière de recherche en alphabétisation, les expertises des actrices et des acteurs des différents milieux sont-elles reconnues à leur juste mesure ?

Les réponses révèlent bien des déceptions dans le milieu de la pratique. L'expertise du terrain varie beaucoup d'un organisme à l'autre, mais le sentiment qu'elle n'est pas vraiment reconnue semble généralisé. Même entre eux, les praticiens et praticiennes ne reconnaissent pas leur expertise. Le manque de reconnaissance entraîne souvent la démotivation. On souligne le peu de projets publiés par rapport au grand nombre de projets réalisés, mais aussi le manque de formation de certains intervenants et intervenantes qui affecte leur crédibilité et leurs recherches. Le choc des cultures, notamment la hiérarchie, rend difficile la participation à la recherche.

Pour faire mieux reconnaître l'expertise du terrain, il faudra d'abord sensibiliser la population au fait que le problème de l'analphabétisme peut toucher des personnes de tout âge. La collaboration entre les milieux de recherche et de pratique fait évidemment partie des solutions. Les praticiens et praticiennes doivent ainsi comprendre que les chercheurs et chercheuses ont quelque chose à leur apporter. Pour leur part, les chercheurs et chercheuses doivent intégrer les praticiens et praticiennes à toutes les étapes de la recherche, de l'élaboration du devis jusqu'à la diffusion des résultats. En fait, il faut se comprendre et se connaître pour se reconnaître.

Est-ce qu'on utilise suffisamment les ressources documentaires ?

Les réponses négatives ont été presque unanimes. En effet, qui dit ressources documentaires dit ressources humaines. Or, les groupes déplorent le manque de financement, de personnel et de temps. Par ailleurs, les services de diffusion existants sont peu ou mal connus.

Pour favoriser une meilleure utilisation des ressources documentaires, il faut résumer et vulgariser les documents. Il est nécessaire de donner de la formation sur les banques de données, les outils et les moteurs de recherche, et les ressources en ligne. À plusieurs reprises, on a exprimé le souhait d'augmenter les ressources du CDÉACF afin qu'il puisse centraliser, dans une banque de données, les informations sur les pratiques, les cas vécus, etc.

Est-ce nécessaire de clarifier les aspects éthiques de la recherche ?

L'éthique est une dimension moins connue des intervenants et intervenantes en alphabétisation, même si elle est très importante, notamment pour l'utilisation des résultats par les bailleurs de fonds. Si elle touche des aspects évidents comme la confidentialité, elle vise également à éviter que les milieux terrains se sentent exploités, comme c'est parfois le cas. On s'interroge en effet sur la manière dont les expériences et les réflexions des personnes apprenantes sont parfois utilisées.

Le milieu de la pratique admet avoir besoin d'aide. On souhaite ainsi des cours de méthodologie pour expliquer les contraintes éthiques. Il serait nécessaire de donner de la formation pour les recherches maison qui ne sont pas menées par du personnel professionnel. On veut toutefois éviter que la déontologie devienne un obstacle à la recherche. Enfin, on rêve d'une éthique de recherche uniforme et valable partout au pays. Peut-être la mise à jour du *Guide méthodologique de recherche pour le milieu de l'alphabétisation*, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, pourrait-elle offrir un outil en ce sens.



Sophie Ambrosi

PRÉSENTATION DU SITE COMPAS

Sophie Ambrosi, agente de développement, CDÉACF



Introduction

Depuis 25 ans, le CDÉACF se consacre à la veille, à la collecte et à la diffusion d'informations et de documents dans le domaine de l'éducation des adultes et de l'alphabétisation. Il a mis sur pied de nombreux services et outils pour soutenir les milieux de recherche et d'intervention dans leur travail.

Nous sommes donc heureux de lancer un **nouvel outil : le site COMPAS** [<http://compas.cdeacf.ca/>], qui vise à promouvoir la recherche et à favoriser les échanges de connaissances entre les milieux de recherche et d'intervention dans toutes les disciplines et tous les domaines de l'éducation, de la formation, de la littératie et de l'alphabétisation des adultes, au Québec et au Canada francophone.

Le site COMPAS est conçu comme une **plate-forme de diffusion des travaux de recherche** et comme un **outil d'information et de réseautage** pour la communauté francophone de recherche.

- ▶ Il donne **accès au Répertoire COMPAS**. Mis à jour de façon continue, le Répertoire renferme aujourd'hui 300 rapports de recherche et 195 fiches biographiques. Les rapports et les chercheurs ou chercheuses qu'il contient sont issus de différentes disciplines (andragogie, sociologie, psychologie, etc.) et de différents secteurs (universitaire, associatif, institutionnel, privé).
- ▶ Il donne **le pouls des activités de recherche du domaine** en présentant : les actualités et les événements de la recherche; des liens vers des documents et des revues spécialisées; des liens vers des organismes, des instituts et des centres de recherche aux niveaux national et international; un aperçu des projets de recherche en cours; un accès à un babillard virtuel d'échanges sur les enjeux du domaine.

III. jeudi 24 AVRIL 2008

Survol du site

Le site comporte six sections. L'élément principal de la page d'accueil est l'accès au Répertoire COMPAS. On peut trouver un rapport, un chercheur ou une chercheuse en effectuant une recherche rapide par mot(s)-clé(s) dès l'arrivée sur le site. On peut aussi aller à la section **Répertoire** pour raffiner la recherche en la limitant à un type de document (documents en ligne, études statistiques), à une année de publication, à une maison d'édition ou à une thématique parmi ceux proposés. Dans le cas des chercheurs et chercheuses, on peut effectuer une recherche à l'aide d'un index alphabétique.

Pour être au fait des activités du domaine, il suffit de consulter la section **Actualités et événements** qui présente les colloques, les conférences, etc. ainsi que des nouvelles (appels à contribution, prix, bourses et subventions, activités de recherche et de formation, publications, offres d'emploi, etc.). Il est possible de les visualiser par catégorie. La section **Projets en cours** permet de suivre les développements de la recherche.

Pour connaître les protagonistes du domaine, la section **Liens utiles** permet d'accéder aux sites Internet des équipes, des instituts et des réseaux de recherche au Québec, au Canada et sur la scène internationale. Elle donne également accès aux sites des instances qui offrent des bourses et des subventions pour réaliser des recherches.

La section **Documents** permet de trouver les dernières publications sur un sujet d'intérêt (y compris les revues spécialisées disponibles en version intégrale en ligne). Les options de recherche par mot(s)-clé(s) ou par type de document sont aussi offertes.





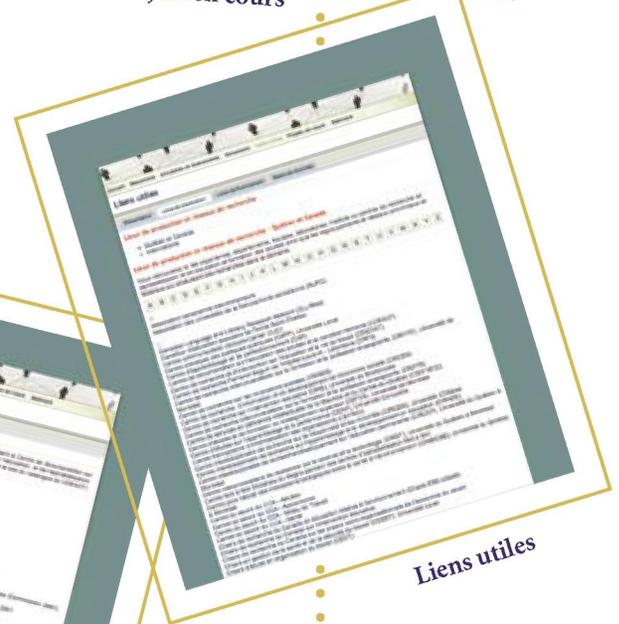
Enfin, le site COMPAS offre la possibilité de **collaborer au Répertoire** en soumettant vos rapports de recherche en ligne. Vous pouvez aussi **partager vos nouvelles et vos connaissances** en participant au forum de discussion en ligne de la section **Babillard** ou en proposant des nouvelles et des événements que vous aimeriez diffuser sur le site dans la section **Actualités et événements**.

Conclusion

Voilà un bref aperçu du site COMPAS, un outil pratique disponible dès maintenant pour assurer la diffusion de vos recherches et favoriser les contacts et les collaborations. Conçu pour être dynamique, interactif et rassembleur, COMPAS sera enrichi et évoluera grâce à l'utilisation que vous en ferez. Nous espérons qu'il pourra contribuer à la réalisation des objectifs de la communauté de recherche francophone en alphabétisation.



Projets en cours



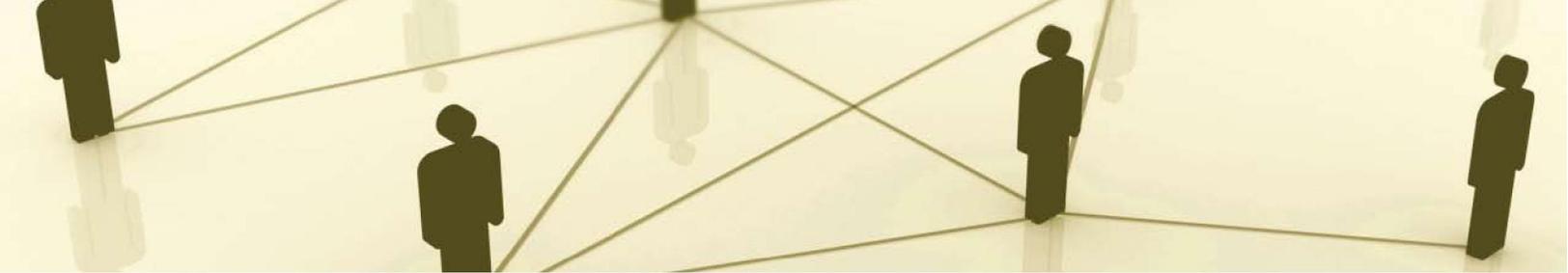
Liens utiles



Babillard



Documents



III. jeudi 24 AVRIL 2008

ATELIER 4

Les décideuses, les décideurs et le financement

Les personnes responsables des décisions tiennent-elles suffisamment compte de la recherche en alphabétisation ? Connaissent-elles bien les résultats de la recherche ?

Les doléances par rapport aux responsables des décisions sont nombreuses. Le milieu des décideurs et décideuses est jugé plutôt conservateur. Il prône en effet la rentabilité économique et non le bien-être de la population. Il favorise des mégaprojets à portée nationale, impose des thèmes qui ne reflètent pas les besoins du terrain. Il subventionne de préférence la recherche quantitative au lieu de la recherche-action. Souvent, le discours de l'État manque de cohérence, les orientations proposées sont contradictoires. Un vent de changement semble néanmoins souffler dans les entreprises qui préconisent maintenant plus le développement du capital humain et social (p. ex. estime de soi). Il faudrait toutefois que cela se traduise dans les politiques et les décisions.

Le milieu de la recherche demeure responsable de communiquer les résultats de ses travaux. Cela signifie de se familiariser avec les mécanismes de décision. Il faut faire valoir l'importance de la recherche en soulignant son impact sur l'économie, la santé et le niveau de littératie. Il serait sans doute utile d'élargir aussi les objets de recherche. Enfin, réduire les délais pour la réalisation des travaux pourrait être bénéfique, car les responsables des décisions ont peu d'intérêt à financer des projets à long terme.

Pour sa part, le milieu de la pratique doit sensibiliser les responsables des décisions et le public. Il doit unir ses forces en regroupant les diverses coalitions et entreprendre des démarches de lobbying. Cela signifie de changer son discours pour passer du social à l'économique. Cette stratégie a déjà fait ses preuves au Nouveau-Brunswick. Les organismes d'alphabétisation y ont utilisé des chiffres (le registre des personnes apprenantes) pour justifier leur budget et ils ont reçu des fonds. Ils avaient compris que la recherche est un outil puissant pour obtenir des ressources financières.

Si les personnes responsables des décisions connaissaient mieux les résultats de la recherche, est-ce que le financement serait augmenté et mieux adapté ?

Les responsables des décisions connaissent bien les résultats des grandes recherches gouvernementales, mais ne peuvent être au courant de toutes les recherches. Souvent, ils sont aux prises avec des contraintes de gestion et se préoccupent davantage de l'argent disponible que du financement nécessaire. Il existe aussi une ambiguïté par rapport à la compétence en matière de recherche : revient-elle aux provinces ou au gouvernement fédéral ? Les fonds étant forcément limités, la compétition entre organismes devient féroce. La diversité des recherches en alphabétisation éparpille encore davantage les ressources. On se demande même si les organismes savent vraiment élaborer des projets pour obtenir des fonds.



Si le milieu de la pratique veut un meilleur financement, il doit prouver que les fonds investis en alphabétisation ont des effets positifs dans la vie des gens. Il doit montrer qu'il s'agit de vraies personnes, pas seulement de statistiques. Parmi les stratégies possibles, il faudrait inviter les responsables des décisions à des tables rondes ou à des tables de concertation où des spécialistes pourraient les informer et les influencer. De cette façon, ils connaîtraient mieux les divers problèmes causés par l'analphabétisme et seraient donc plus enclins à financer la recherche.

Les intervenants et intervenantes en alphabétisation doivent utiliser le langage des décideurs et décideuses. Au moment de la présentation d'une demande de subvention, cela signifie d'insister sur les résultats prévisibles et de faire valoir les gains possibles de la recherche. À la fin des projets, cela signifie de présenter les résultats de manière à ce que les responsables des décisions puissent les comprendre.

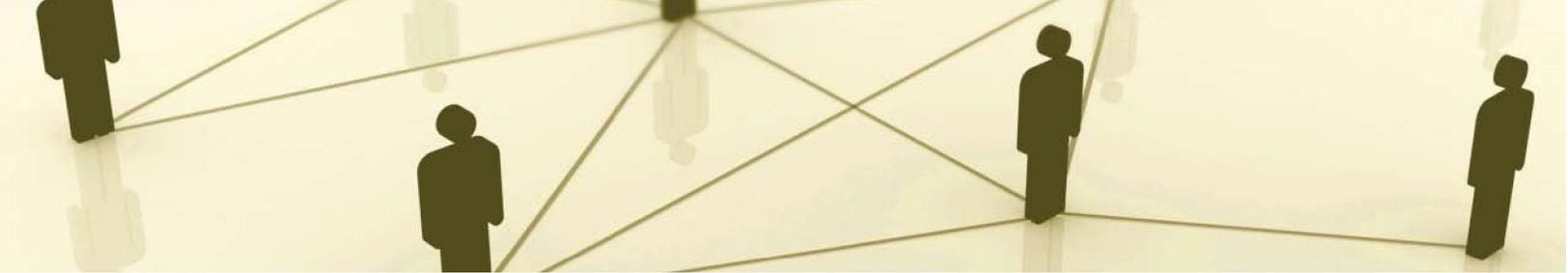
Qu'est-ce qui pourrait convaincre les personnes responsables des décisions d'augmenter les budgets affectés à la recherche ?

Force est de constater que, pour le moment, l'alphabétisation ne fait pas partie des priorités politiques. Souvent, les effets de mode influencent la prise de décisions. La population s'intéresse parfois à des cas dramatiques, mais c'est un couteau à double tranchant.

Pour changer cette situation, il faudra évidemment sensibiliser davantage le public pour obtenir son appui. Il est également nécessaire de comprendre la logique gouvernementale, de démontrer les retours sur les

investissements. Bref, apprendre à parler le langage des responsables des décisions, adapter l'approche à leurs préoccupations. Il ne faut plus présenter l'alphabétisation comme une cause, mais plutôt comme un fournisseur de services.

Pour arriver à positionner l'alphabétisation dans l'espace public, des stratégies de lobbying s'imposent. Il pourrait s'agir, par exemple, d'élaborer une stratégie cohérente avec un argumentaire et d'engager ou de nommer un porte-parole pour défendre et appuyer les revendications du milieu.



III. jeudi 24 AVRIL 2008

ATELIER 5

Le réseau

Avons-nous besoin d'un réseau qui améliorerait l'interaction entre les milieux de recherche et de pratique ?

La question a soulevé une discussion animée. Avant d'affirmer la nécessité de mettre sur pied un réseau, les personnes participantes se demandent quels sont leurs besoins et quelles seraient les fonctions d'un tel réseau. Elles s'interrogent sur qui le chapeauterait et le financerait. Elles se demandent si toutes les parties sont prêtes à investir le temps nécessaire pour l'alimenter. Enfin, elles se préoccupent d'utiliser ce qui existe au lieu de réinventer la roue. Il s'agit d'obtenir de nouvelles ressources et non de créer une nouvelle grosse structure.

Une fois ces réserves exprimées, elles décrivent plusieurs caractéristiques du réseau envisagé. Elles souhaitent ainsi un réseau de réseaux qui rassemblerait divers organismes pour renforcer la capacité d'intervention. Ce réseau élargi réunirait les milieux de recherche et de pratique, les gestionnaires ainsi que les organismes publics et privés. Sa structure devrait être souple, animée, légère, créative et peu coûteuse.

Le réseau devrait être un lieu de partage des connaissances et des pratiques, de formation, de développement des capacités et des compétences. Il créerait une identité collective autour de la recherche. Il serait un lieu de jumelage entre milieux de recherche, milieux de pratique et partenaires. Bref, il serait un lieu d'enrichissement et de convergence. Le réseau permettrait de surcroît d'avoir un certain poids pour trouver des fonds.

Ses rôles seraient multiples : favoriser les contacts entre le milieu de la recherche, le milieu de la pratique et les responsables des décisions, mais aussi entre les membres de ces divers milieux; influencer les politiques publiques et le financement de la recherche; faire reconnaître les réalités au Québec et dans les communautés francophones minoritaires; outiller le milieu de la pratique pour faire de la recherche; favoriser la vulgarisation et la diffusion des travaux réalisés et en cours; exprimer les résultats de recherche sous une forme immédiatement utilisable sur le terrain; promouvoir la recherche sur la littératie, l'alphabétisation et l'alphabétisme.

Pour s'acquitter de ses rôles, le réseau devra disposer de moyens comme les technologies de l'information et des communications (TIC) et une banque de données. Il aura besoin d'une structure d'intervention et d'une stratégie de développement, sans oublier le financement nécessaire. Il devra s'établir autour d'une problématique commune, de projets communs, d'un axe commun, bref d'un but commun. Avant de constituer le réseau, la première étape sera de bien évaluer les besoins. On suggère de s'inspirer des modèles de réseaux étrangers et de ceux du Canada anglais.



Claudie Solar

UNE SYNTHÈSE DE LA RECHERCHE EN FRANÇAIS EN ALPHABÉTISATION DES ADULTES AU CANADA DE 1994 À 2005¹

Claudie Solar, professeure, Université de Montréal
Laurence Solar-Pelletier, consultante
Mathieu Solar-Pelletier, consultant

Introduction

L'alphabétisme et l'alphabétisation sont un sujet de préoccupation depuis de nombreuses années, mais ce champ d'études et de pratiques a connu un nouvel élan lorsque l'UNESCO a décrété l'année 1990 « Année internationale de l'alphabétisation » et orchestré la Conférence de Jomtien sur l'Éducation pour tous. C'est à cette époque, d'ailleurs, que le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) consolide ses assises et devient un carrefour d'information important où se retrouve la documentation en français relative à l'alphabétisation et à l'alphabétisme. Avec le concours de plusieurs partenaires, le CDÉACF participe à l'élaboration du *Thésaurus canadien d'alphabétisation* [<http://thesaurusalpha.org/>] qui établit un vocabulaire contrôlé bilingue servant à indexer et à repérer tous les types de documents dans le domaine de l'alphabétisation des adultes. En septembre 2000, avec le soutien du Secrétariat national à l'alphabétisation (SNA) du ministère du Développement des ressources humaines du Canada,

il met en ligne le *Répertoire canadien des recherches en alphabétisation des adultes en français* (RÉCRAF²) [www.alpha.cdeacf.ca/recraf/]. Il s'agit de la seule recension francophone des recherches portant sur l'alphabétisation et l'alphabétisme des adultes au Canada.

Le RÉCRAF dresse un inventaire de l'ensemble des recherches en alphabétisation des adultes, qu'elles soient réalisées par des groupes, des organismes à but non lucratif, des entreprises, des instances gouver-

¹ Le présent texte est un résumé du rapport *Douze ans de recherche en alphabétisation des adultes en français au Canada : 1994-2005*, de Claudie Solar, Laurence Solar-Pelletier et Mathieu Solar-Pelletier, publié par le CDÉACF en 2006. On peut consulter la version intégrale sur Internet [http://bv.cdeacf.ca/RA_HTML/93902.htm].

² Le RÉCRAF a maintenant été remplacé par le site COMPAS.



III. jeudi 24 AVRIL 2008

nementales, des institutions d'enseignement et de recherche ou encore des chercheurEs indépendantEs³. En colligeant systématiquement ces recherches, la base de données du RÉCRAF donne accès à une documentation substantielle à toute personne qui travaille dans le domaine. Ce faisant, elle permet de mieux réinvestir les résultats des recherches dans les pratiques et les politiques, mais aussi de consolider les collaborations entre la recherche et la pratique.

En 2005, le CDÉACF reçoit une subvention du SNA pour offrir, aux milieux de la recherche et de l'intervention en alphabétisation, un portrait synthèse de la recherche en alphabétisation des adultes en français à partir de la base de données du RÉCRAF. Le CDÉACF demande alors à l'auteure de tracer ce portrait. Elle sera appuyée dans sa tâche par les 12 membres du comité consultatif du RÉCRAF, qui suivront de près les travaux, et par son équipe de recherche. Le présent texte, qui résume le rapport publié en 2006, se divise en deux parties. La première donne un aperçu de la synthèse effectuée et la seconde offre un portrait thématique des recherches répertoriées.

Portrait synthèse

Le portrait de la recherche en français en alphabétisation au Canada a été dressé exclusivement à partir des 153 fiches d'information disponibles en ligne sur le site du RÉCRAF à la mi-juin 2005. Les recherches répertoriées couvrent la période de 1994 à 2005, soit

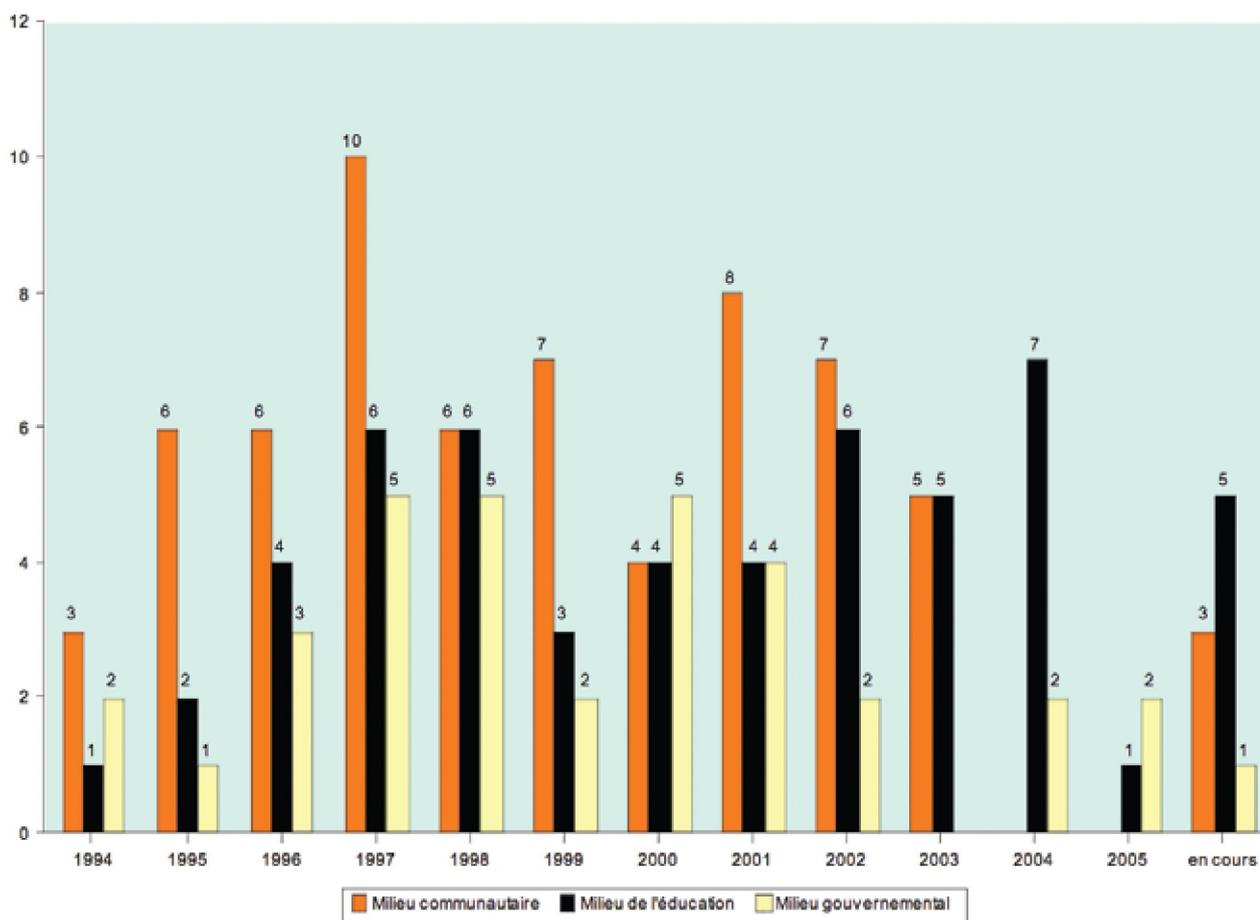
près de 12 ans de production dans le domaine. Chacune des 153 fiches offre des éléments d'information qui ont permis de procéder à une analyse descriptive, puis à une synthèse, puisque la rédaction des notices donne systématiquement lieu à une codification des recherches et à une analyse de contenu.

Le portrait synthèse dresse ainsi un bilan des éléments d'analyse suivants : les auteurEs, le contexte des recherches, les années de publication, les types de recherche, les lieux de production, les sources de financement et les thèmes de recherche.

³ Afin de féminiser le texte tout en évitant l'utilisation des doublons le plus souvent possible, nous avons opté pour l'insertion d'un E majuscule dans le mot pour souligner le fait que bien des acteurs en alphabétisation sont des femmes. Nous parlerons donc des intervenantEs, des apprenantEs, des chercheurEs, etc.



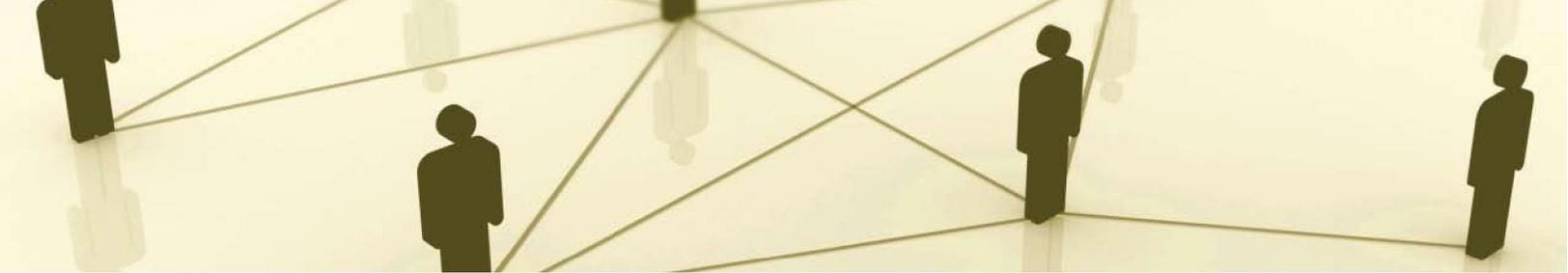
Figure 1 – Publications par année et par type de milieu



L'analyse des données montre que les recherches sont l'œuvre de 214 personnes ou organismes dont 45 (21 %) ont contribué à plus d'une publication. Ces travaux sont issus de divers milieux qui ont concouru à l'amélioration des connaissances en matière d'alphabetisme et d'alphabetisation, selon leurs orientations et leurs particularités (voir la figure 1).

Le milieu communautaire a été le plus productif avec 65 recherches, soit 42,5 % des publications qui reflètent ses préoccupations majeures, c'est-à-dire celles liées à l'intervention.

Le milieu de l'éducation vient au deuxième rang avec 54 recherches, soit 35,3 % des réalisations. Ses recher-



III. jeudi 24 AVRIL 2008

ches touchent tous les thèmes et plusieurs sont des mémoires de maîtrise (14) et des thèses de doctorat (4).

Le milieu gouvernemental est le moins prolifique en nombre de publications (34, soit 22,2 %), mais le plus spécialisé en fait de thèmes d'intérêt. Sa contribution représente toutefois un apport majeur à la connaissance du niveau d'alphabétisme chez les adultes et de son lien avec le travail. Le Canada a, de fait, joué un rôle moteur à cet égard en pilotant les enquêtes internationales et en soutenant les efforts de recherche dans tous les milieux. *L'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes* (EIAA) (Statistique Canada, 1995) et *L'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* (EIACA) (Murray, Clermont et Binkley, 2005) ont fourni, et continuent de fournir, des informations indispensables au champ d'études.

Les années les plus prolifiques pour la recherche sont 1997, 1998, 2001 et 2002. La moyenne des publications par année se situe à 13,3 et, hormis l'année de démarrage (1994) et les travaux en cours, le nombre annuel minimal de recherches répertoriées est de 9 publications.

Le RÉCRAF recense 83 recherches (54,2 %) de type qualitatif, 39 (25,5 %) de type quantitatif et 31 (20,3 %) de type mixte. Le milieu communautaire et le milieu de l'éducation privilégient les approches qualitatives, tandis que le milieu gouvernemental opte davantage pour des approches quantitatives. Il est à noter que les recherches répertoriées dans la base de données du RÉCRAF utilisent souvent les résultats de l'EIAA pour ensuite déployer une méthodologie qualitative afin de mieux comprendre la situation et de mieux intervenir auprès des adultes de faible niveau d'alphabétisme.

Les lieux de publication sont diversifiés. La majorité des recherches a toutefois été réalisée au Québec (62 %) et en Ontario (28 %). Trois autres provinces contribuent

pour 6 % aux publications : la Colombie-Britannique (3 %), le Nouveau-Brunswick (2 %) et le Manitoba (1 %). Les productions mixtes Canada-France représentent 4 %. Au Québec, les milieux communautaires et éducatifs sont les moteurs de la recherche, tandis qu'en Ontario, les milieux gouvernemental et éducatif effectuent le plus de travaux, y compris les grandes enquêtes pancanadiennes.

Les sources de financement des recherches sont gouvernementales dans 60,1 % des cas; les fonds proviennent particulièrement du SNA et de la Direction des ressources humaines du Canada (20,3 %) et des Initiatives fédérales-provinciales en matière d'alphabétisation (24,2 %). L'information sur le sujet manque dans 3,3 % des fiches et 11,8 % des recherches sont produites dans un contexte universitaire.

Portrait thématique

Pour effectuer la synthèse, neuf thèmes ont été retenus aux fins de codification des recherches de la base de données du RÉCRAF. Ils ont été construits dans une dynamique comparative avec le portrait synthèse réalisé pour les recherches en alphabétisation en anglais à laquelle s'est greffée une volonté de s'inscrire dans la typologie des Centres canadiens du savoir, qui relèvent du Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA), afin de maximiser l'utilité de la synthèse dans les prochains travaux de recherche en alphabétisation. Le cadre de référence comporte ainsi neuf thèmes et chaque fiche de la base de données a été classée dans un seul des thèmes.

⁴ Pat CAMPBELL, *From Coast to Coast: A Thematic Summary of Canadian Adult Literacy Research*, 2002 [<http://www.nald.ca/crd/search.asp>].



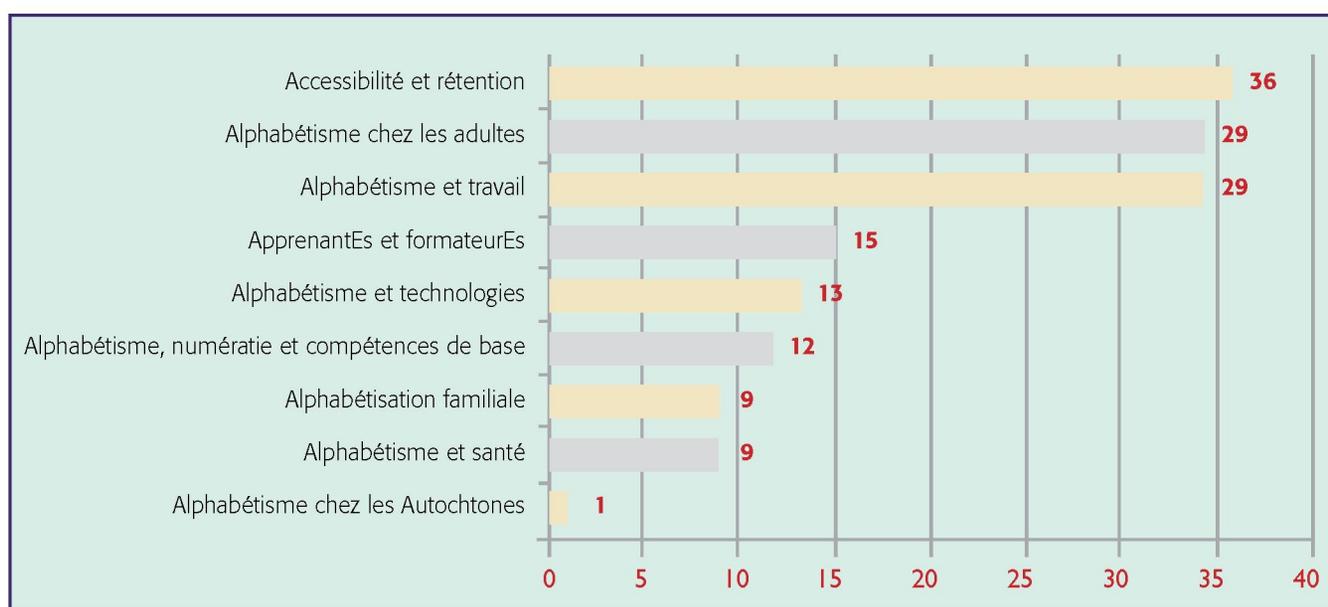
Le thème *Accessibilité et rétention* comporte le plus grand nombre de fiches (36, soit 23,5 % du corpus; voir la figure 2). En deuxième place viennent les thèmes *Alphabétisme chez les adultes* et *Alphabétisme et travail* (tous deux 29, soit 19 %). À l’opposé, le thème *Alphabétisme chez les Autochtones* ne comporte qu’une seule fiche, montrant *ipso facto* le manque de recherches en français sur le sujet. Tous les autres thèmes contiennent de 9 à 15 recherches :

- *ApprenantEs et formatrices et formateurs* : 15 (9,8 %);
- *Alphabétisme et technologies* : 13 (8,5 %);
- *Alphabétisme, numératie et compétences de base* : 12 (7,8 %);
- *Alphabétisme et santé* : 9 (5,9 %);
- *Alphabétisation familiale* : 9 (5,9 %).

Dans les pages suivantes, les synthèses des thèmes sont présentées selon l’ordre décroissant du nombre de recherches qui en font partie; elles donnent des informations générales sur leur contenu et sur les sous-thèmes générés par l’analyse de contenu des 153 fiches de la base de données du RÉCRAF. Sauf exception, chaque recherche est traitée dans un seul sous-thème.

Le tableau 1 à la page suivante offre des informations sur la classification et le nombre de recherches classées dans chaque thème et sous-thème. Pour obtenir plus de détails et des références explicites à des travaux précis, il suffit de consulter la version complète du rapport de recherche dans Internet [http://bv.cdeacf.ca/RA_HTML/93902.htm].

Figure 2 – Nombre de publications par thème (N= 153)



III. jeudi 24 AVRIL 2008

Tableau I – Nombre et pourcentage de publications par thème et sous-thème

Thèmes et sous-thèmes	N=153	100 %
Accessibilité et rétention	36	23,5 %
Obstacles à la participation, abandon et réussite	7	4,6 %
Étude des besoins des analphabètes	17	11,1 %
Évaluation de programmes d’alphabétisation	7	4,6 %
Défis de la communication avec les peu scolarisés	5	3,3 %
Alphabétisme chez les adultes	29	19,0 %
Données des enquêtes internationales	17	11,1 %
Politiques et structures	8	5,2 %
Approches conceptuelles et fondements	4	2,6 %
Alphabétisme et travail	29	19,0 %
Compétences de base et formation aux compétences de base en milieu de travail	7	4,6 %
Problématiques des formations en milieu de travail	3	2,0 %
Impact de l’alphabétisation sur l’employabilité et les revenus des peu scolarisés	6	3,9 %
Besoins et obstacles à la formation des travailleuses et travailleurs	7	4,6 %
Évaluation des programmes de formation et d’insertion en entreprise	6	3,9 %
ApprenantEs et formatrices et formateurs	15	9,8%
Formatrices et formateurs	3	2,0%
Adultes en alphabétisation	12	7,8%
Alphabétisme et technologies	13	8,5 %
Intérêts, besoins et obstacles au regard des TIC dans les centres d’alphabétisation	4	2,6 %
Utilisation et accessibilité des technologies par les apprenantEs et les formatrices et formateurs	5	3,3 %
Stratégies d’apprentissage liées aux technologies de l’information et utilisation de programmes informatiques éducatifs	4	2,6 %
Alphabétisme, numératie et compétences de base	12	7,8 %
Appropriation et évaluation de programmes	7	4,6 %
Comportements et attitudes face à l’écrit et à la lecture	5	3,3 %
Alphabétisme et santé	9	5,9 %
Impacts et conséquences de l’analphabétisme sur la santé	6	3,9 %
Accessibilité et disponibilité des informations pour les analphabètes	1 (4*)	0,7 %
Analphabétisme et santé mentale	1	0,7 %
Analphabétisme en milieu rural	1	0,7 %
Alphabétisation familiale	9	5,9 %
Compétences et description des parents peu alphabétisés	3	2,0 %
Rapports parents-école	2	1,3 %
Évaluation et impact des programmes suivis par les parents peu alphabétisés	4	2,6 %
Alphabétisme chez les Autochtones	1	0,7%

*Quatre recherches de ce sous-thème font aussi partie du sous-thème sur les impacts.



Accessibilité et rétention

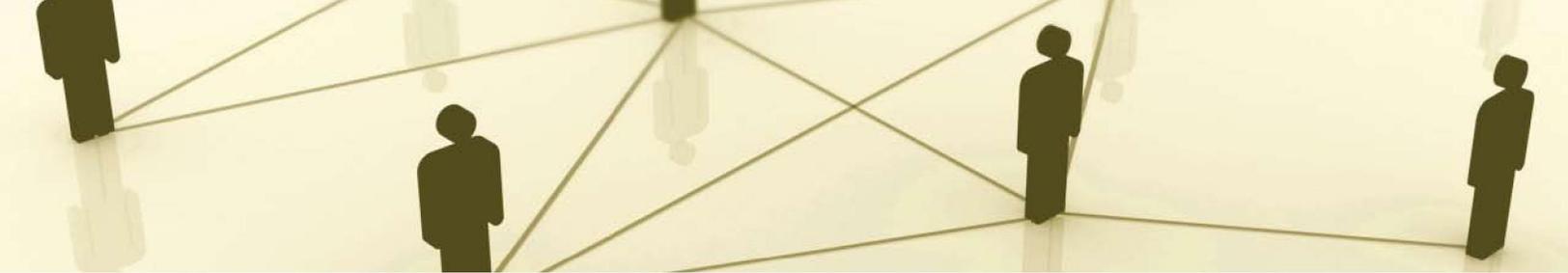
Le thème *Accessibilité et rétention* regroupe 36 documents répartis en 4 grands sous-thèmes : « obstacles à la participation, abandon et réussite » (7); « étude des besoins des analphabètes » (17); « évaluation de programmes d’alphabétisation » (7); et « défis de la communication avec les peu scolarisés » (5). Dans l’ensemble, les études sont à caractère qualitatif, avec des entrevues individuelles ou de groupe. Quelques-unes ont utilisé des données quantitatives de l’EIAA et de Statistique Canada.

Le sous-thème « obstacles à la participation, abandon et réussite » est subdivisé en trois : « les obstacles à la participation à des programmes de formation », « les motifs de départ et d’abandon » et « les facteurs de réussite dans les programmes ». Le but de ces études était de connaître les principaux obstacles à la participation des adultes analphabètes aux programmes de formation. Certains obstacles sont liés aux situations de vie : la précarité matérielle, les conditions d’emploi, les impératifs familiaux (surtout pour les femmes), le travail considéré comme prioritaire, le manque de temps et les horaires inadéquats. D’autres sont plutôt liés aux dispositions des personnes : le rapport à l’écriture et à la lecture, les expériences scolaires éprouvantes, les perceptions négatives de l’école, la dévalorisation de l’intelligence et de l’apprentissage. Enfin, les apprenantEs citent comme obstacles additionnels plusieurs éléments liés à l’institution dont le processus d’accueil, les programmes restrictifs de soutien financier, le formalisme du cadre éducationnel, la formation mal adaptée aux adultes et la difficulté de faire reconnaître les acquis. Bon nombre d’auteurEs ont également relevé que l’information n’est pas toujours appropriée pour intéresser les personnes peu alphabétisées à s’inscrire dans un centre de formation.

Les recherches faisant partie du sous-thème « étude des besoins des analphabètes » ont ciblé des populations et des régions particulières. Plusieurs ont examiné la problématique de la langue en milieu minoritaire. Les groupes observés se caractérisent par de faibles revenus, une origine ouvrière et le fait d’avoir grandi dans une famille ne privilégiant pas l’éducation. L’objectif des recherches était de connaître les besoins de la clientèle analphabète ou de vérifier si les services offerts répondaient à la demande.

Les groupes populaires en alphabétisation et divers organismes gouvernementaux ont par ailleurs évalué leurs pratiques auprès des adultes afin d’assurer une formation adaptée aux besoins et d’améliorer les services. Les données sociodémographiques des participantEs sont souvent les mêmes : très faible niveau de scolarité, situations familiale et sociale difficiles, lourd passé d’échec scolaire, faibles revenus. Toutes les recherches concluent que les apprenantEs sont satisfaits d’avoir suivi la formation, que ce soit par rapport à l’apprentissage d’habiletés formelles ou au développement personnel. Les adultes obtiennent des résultats marquants en fait d’augmentation des capacités de lecture, d’écriture, de calcul et d’expression orale. Leur implication sociale a aussi changé : nouveau réseau d’amieEs et de connaissances, nouvelles habiletés, plus d’autonomie et de responsabilité, augmentation de l’estime de soi et de la confiance en soi, meilleure prise en charge de la vie domestique, débrouillardise.

Enfin, le sous-thème « défis de la communication » regroupe des recherches qui abordent des dimensions reliées à l’accessibilité de l’information pour le grand public en tenant compte des personnes de faible niveau de littératie. Chacune de ces recherches montre qu’il reste encore bien du travail à faire pour que l’information soit lisible et compréhensible.



III. jeudi 24 AVRIL 2008

De tous les thèmes, celui de l'accessibilité et la rétention regroupe le plus grand nombre de publications. Il offre des données qui permettent de mieux connaître les obstacles à la participation, l'étude des besoins et les défis de la communication. La convergence des résultats montre que ces aspects sont bien couverts et bien documentés. Les dimensions moins connues, bien qu'elles soient abordées dans le RÉCRAF, ont trait aux stratégies mises en œuvre pour lever les obstacles et favoriser la poursuite de la démarche en alphabétisation. Les aspects reliés à la reconnaissance des acquis et à la validation des compétences n'ont pas été traités. Il y a peu de connaissances, voire aucune sur les décrocheurs et décrocheuses du milieu communautaire.

Alphabétisme chez les adultes

Le thème *Alphabétisme chez les adultes* regroupe 29 publications. De ce nombre, 18 gravitent autour de l'*Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes* (EIAA) de 1994 ou de l'*Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* (EIACA) de 2002 et de 2003. Sur ce total, 17 recherches ont été classées dans le sous-thème « données des enquêtes internationales »; les 12 autres abordent différents aspects reliés aux politiques et aux structures (8) ou traitent d'approches conceptuelles et de fondements (4).

Les 17 recherches reliées aux enquêtes internationales sont de nature quantitative et la plupart sont publiées par Statistique Canada. De l'ensemble des travaux se dégagent des éléments de convergence et des données précises quant au niveau de littératie des Canadiennes et Canadiens. Les niveaux 1 et 2 de littératie sont les plus faibles niveaux pour la compréhension de textes suivis, de textes schématiques et de textes à contenu quantitatif.

On qualifie les personnes de ces niveaux comme ayant un faible niveau d'alphabétisme. Leurs capacités de lecture sont considérées insuffisantes pour leur permettre de s'adapter aux changements et de suivre l'évolution de la société du savoir. Dans beaucoup de pays, le niveau 3 constitue la norme retenue comme seuil minimum requis pour une participation pleine et entière en tant que citoyen et citoyenne.

Au Canada, deux adultes sur cinq de plus de 16 ans (40 %) ont un faible niveau de littératie, les hommes un peu plus que les femmes. La situation s'aggrave pour les francophones vivant en milieu minoritaire : trois adultes sur cinq (60 %) se retrouvent aux plus bas niveaux.

Les recherches classées sous le thème *Alphabétisme chez les adultes* offrent de nombreuses informations sur le degré d'alphabétisme de la population adulte canadienne, les aspects reliés aux politiques et aux structures d'alphabétisation, et les approches conceptuelles. Ces données sont importantes au regard des personnes dont l'alphabétisme se situe aux niveaux 1 et 2. Les fiches des recherches disponibles dans la base de données du RÉCRAF ne semblent toutefois guère procurer d'information sur le processus d'apprentissage des peu scolarisés. D'après ces fiches, il existe en effet peu de données sur le mode d'apprentissage ou sur l'apprentissage informel de ces personnes. Qu'en est-il de leur formation continue ? Quel parcours suivent-elles ? Sur quel contenu ?

On aurait pu s'attendre à trouver sous ce thème des informations sur les pratiques en cours et les programmes exemplaires. Tel n'est pas le cas. Il y aurait donc lieu de poursuivre des recherches pour recueillir ces informations, que les programmes soient dispensés dans la communauté ou en milieu correctionnel, qu'ils soient orientés vers l'emploi ou axés sur la citoyenneté. Il y a assurément là matière à approfondir par d'autres recherches.



Alphabétisme et travail

Le thème *Alphabétisme et travail* regroupe 29 documents répartis en 5 catégories : « compétences de base et formation aux compétences de base en milieu de travail » (7); « problématiques des formations en milieu de travail » (3); « impact de l’alphabétisation sur l’employabilité et les revenus des peu scolarisés » (6); « besoins et obstacles à la formation des travailleuses et travailleurs » (7); et « évaluation des programmes de formation et d’insertion en entreprise » (6). L’élément commun de ces études concerne les notions d’emploi et de milieu de travail.

Les recherches établissent qu’il existe une corrélation étroite entre l’emploi et les compétences en littératie. Les capacités de lecture ont une influence sur la situation des particuliers quant à la participation au marché du travail, à la rémunération et au risque de devenir défavorisés sur le plan économique. Une personne moins alphabétisée risque davantage d’être au chômage et d’avoir un faible revenu, alors que c’est l’inverse pour une personne plus instruite.

La perception de la capacité de lecture est très utile autant pour les employéEs que pour les employeurEs : les niveaux de lecture et d’écriture jugés appropriés sont toutefois ceux considérés comme nécessaires à l’accomplissement des tâches. Les travailleuses et travailleurs âgés ne perçoivent pas la nécessité de faire un effort de formation; c’est également le cas des personnes employées dans des domaines exigeant peu de lecture et d’écriture. Les analphabètes peuvent travailler plusieurs années sans que l’on décèle leur difficulté à lire et à écrire tant ils la masquent habilement. Des obstacles de type personnel nuisent aussi au développement de la formation en milieu de travail : peur de perdre son emploi, de faire rire de soi et de voir ses chances d’avancement compromises.

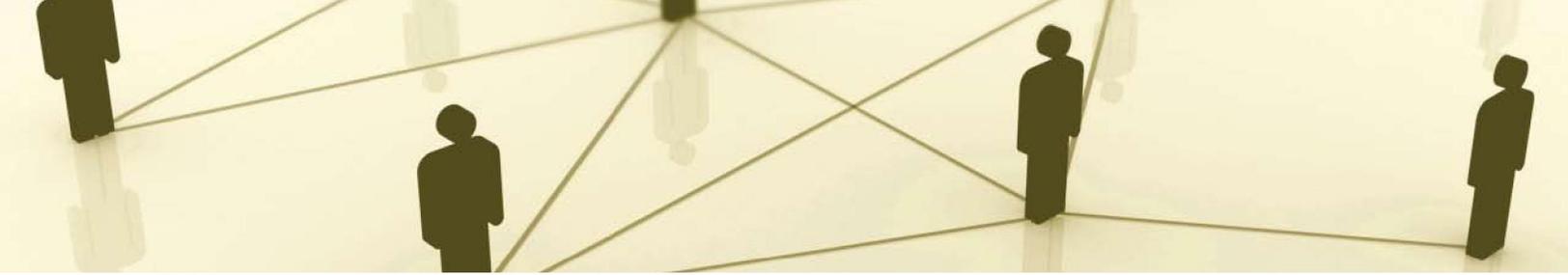
Sur la scène internationale, les cadres et le personnel professionnel bénéficient le plus des activités de formation en entreprise. Moins d’activités sont offertes aux personnes de 45 ans et plus. Les petites entreprises ont tendance à offrir moins de formation que les grandes. Les entreprises qui ont offert un programme d’alphabétisation à leurs employéEs déclarent observer une amélioration du rendement, de l’engagement, du moral et des relations de travail.

Le thème de l’alphabétisme et du travail regroupe un grand nombre de recherches répertoriées dans la base de données du RÉCRAF. Au terme de l’analyse des fiches sur ce thème, force est de constater qu’elles offrent peu d’informations sur les pratiques efficaces de formation pour les peu scolarisés, la nature des programmes de formation en milieu de travail, les exigences du marché du travail à l’égard de la formation et les lieux d’apprentissage formel ou informel.

ApprenantEs et formatrices et formateurs

Le thème des adultes en tant qu’apprenantEs ou formatrices et formateurs comprend 15 fiches dont 11 du Québec et 4 de l’Ontario. La moitié des recherches est publiée en milieu universitaire; elle comprend 5 mémoires de maîtrise et 1 thèse de doctorat. Dans tous les cas, il s’agit de recherches principalement qualitatives basées sur des entrevues individuelles téléphoniques, avec ou sans groupe de discussion. Par ailleurs, 7 des 15 recherches répertoriées concernent essentiellement des adultes de sexe féminin.

Les 15 fiches se répartissent en 2 groupes : 3 portent sur les « formatrices et formateurs » et les 12 autres se concentrent sur les « adultes en alphabétisation ». Les



III. jeudi 24 AVRIL 2008

conditions de travail précaires des formatrices sont soulignées. Les recherches sur les apprenantEs tracent leur portrait en s'attardant à divers aspects : causes de décrochage chez les jeunes (incompatibilité avec le système scolaire, attrait des emplois, manque ou absence de soutien de la famille et des amiEs, handicap, etc.); motivations incitant les adultes à s'inscrire dans un parcours d'alphabétisation (autonomie, soutien à la famille, éducation des enfants, estime de soi, recherche d'une meilleure rémunération, sortie de l'isolement); et spécificités des aînéEs (stimuler leur mémoire, sortir de l'isolement, s'occuper). Si plusieurs recherches ne manquent pas de souligner les motivations « professionnelles et sociales » pour s'alphabétiser, comme l'amélioration de l'emploi et des revenus, d'autres estiment que les gains économiques sont relativement minimes. Toutes s'entendent, par contre, sur les gains psychologiques réalisés. Avant de suivre des activités d'alphabétisation, plusieurs apprenantEs se sentaient intimidés par les personnes plus alphabétisées, manquaient de confiance en soi, avaient peur du ridicule, etc. Leur formation les aurait nettement aidés sur ce plan.

Il serait possible de mener des études sur l'expérience et les parcours professionnels des formateurs et formatrices, sur leur rôle, leurs croyances, leurs représentations, leurs relations avec les apprenantEs et l'impact de ces relations sur l'apprentissage. Soulignons enfin qu'aucune étude n'a été menée auprès des chercheurEs et des groupes de recherche qui s'intéressent à l'alphabétisme des adultes.

Alphabétisme et technologies

Le thème *Alphabétisme et technologies* compte 13 rapports de recherche. Les fiches ont été regroupées sous

trois principaux sous-thèmes : « intérêts, besoins et obstacles au regard des TIC dans les centres d'alphabétisation » (4); « utilisation et accessibilité des technologies par les apprenantEs et les formatrices et formateurs » (5); et « stratégies d'apprentissage liées aux technologies de l'information et utilisation de programmes informatiques éducatifs » (4).

Les premières études réalisées en 1996, ainsi que les années suivantes, ont évalué et souligné le potentiel d'intérêt que représentait l'implantation d'un réseau pancanadien télématique en alphabétisation. Si tous les organismes sont intéressés, ils font face à la désuétude de leur équipement et à des contraintes budgétaires. Les données montrent que les centres d'alphabétisation anglophones disposent de plus d'équipements informatiques et de meilleurs équipements. Il y a donc un fossé technologique à combler avant de mettre sur pied un réseau reliant les nombreux organismes des deux groupes linguistiques. De plus, l'implantation d'outils informatiques n'est pas sans conséquence pour la gestion des organismes. Les enseignantEs et les gestionnaires doivent alors procéder à des modifications d'ordre administratif, pédagogique, politique et social.

De nombreux apprenantEs perçoivent les technologies de l'information et des communications (TIC) comme une source plus stimulante d'apprentissage. Si ce n'était des pannes informatiques (virus et bogues), du coût et du caractère infantilisant de certains logiciels, les apprenantEs seraient séduits par les apprentissages assistés par les TIC. Il demeure tout de même important de jumeler l'utilisation des TIC à des méthodes pédagogiques variées et adaptées faisant appel à des ateliers avec des ordinateurs et à des ateliers traditionnels. Plusieurs apprenantEs et enseignantEs demandent toutefois d'avoir davantage accès aux équipements informatiques et à Internet en dehors des heures officielles de cours.



Par ailleurs, les TIC permettent la communication et l'enseignement avec des groupes d'analphabètes que l'on pourrait difficilement rejoindre autrement. Que ce soit pour informer les aînéEs au sujet des maladies (causes, symptômes, prévention) ou pour aider les personnes sourdes dans leur démarche d'alphabétisation, l'utilisation adéquate des TIC permet de créer des outils appropriés aux contraintes et aux besoins de ces deux groupes.

Enfin, des recherches portent sur les méthodes d'apprentissage. Il en ressort que la participation des analphabètes à des projets et à des activités qui les concernent est une très grande source de fierté, de valorisation et d'apprentissage. De plus, les logiciels permettant de développer l'initiative, la découverte, la créativité, l'autonomie et l'entraide ont la préférence des étudiantEs. Dans toutes les situations, l'utilisation des TIC en alphabétisation nécessite une bonne formation du corps enseignant.

Malgré les connaissances accumulées sur l'alphabétisme et les technologies, d'autres travaux seraient nécessaires pour mieux comprendre l'impact des technologies sur le vécu des personnes éprouvant des difficultés à lire et à écrire.

Alphabétisme, numératie et compétences de base

Le thème *Alphabétisme, numératie et compétences de base* comporte 12 documents répartis en 2 sous-thèmes : 7 ont été classés dans « appropriation et évaluation de programmes » et 5 dans « comportements et attitudes face à l'écrit et à la lecture ». La majorité des recherches sont qualitatives et issues du milieu universitaire.

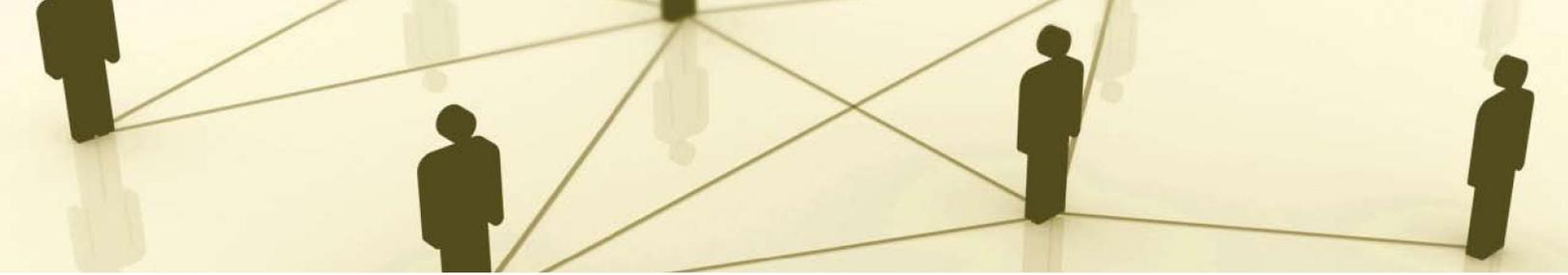
Plusieurs études ont été menées auprès des immigran-tEs, particulièrement ceux d'origine asiatique, afin de déterminer les méthodes d'apprentissage qui leur convenaient le mieux. D'autres se sont intéressées au public québécois. Les travaux confirment que les adultes de faibles niveaux d'alphabétisme ne maîtrisent pas l'ensemble des opérations intellectuelles nécessaires à la compréhension du code écrit et des mathématiques de base. Les apprenantEs apprécient davantage les pratiques qui nourrissent les relations et favorisent l'expression de soi. Selon les pratiques utilisées, les animatrices et animateurs ont beaucoup d'influence sur l'attitude de retrait et de rejet des participantEs.

D'après les écrits, les personnes en voie d'alphabétisation ont une attitude ouverte et favorable à la lecture et à l'écriture, contrairement aux adultes analphabètes qui ne sont pas engagés dans des activités d'apprentissage. Il existe aussi une diversité de pratiques de lecture adaptées et fonctionnelles qui diffèrent des pratiques courantes.

Le sexe est une variable déterminante : les femmes ont une fréquence de lecture et d'écriture plus élevée que les hommes. L'éducation a un impact évident sur le rapport à la lecture, car les personnes les plus scolarisées sont celles qui vont lire le plus en dehors du milieu scolaire.

Les recherches classées sous ce thème fournissent certaines connaissances relatives aux approches de formation, aux stratégies d'apprentissage et aux pratiques de lecture, d'écriture et de numératie. Il reste néanmoins beaucoup à faire pour réellement comprendre comment les adultes apprennent dans un contexte d'alphabétisation.

Parmi les recherches répertoriées, aucune n'aborde la question du maintien des acquis de l'alphabétisme. De plus, le développement des compétences de base (réso-



III. jeudi 24 AVRIL 2008

lution de problèmes, capacité de raisonnement, travail en équipe, etc.) y est peu souvent abordé, voire pas du tout.

Alphabétisme et santé

Le thème *Alphabétisme et santé* regroupe 9 recherches. Même si la plupart des documents traite de sujets différents, la majorité (6) souligne les effets pervers de l'analphabétisme sur la santé. Pour saisir cette problématique, il suffit de penser à la difficulté qu'éprouvent certaines personnes à lire une ordonnance, à trouver les aliments adéquats dans une épicerie afin de suivre un régime, à comprendre les instructions de sécurité sur un produit ou les indications sur les flacons de médicaments. Cette réalité a poussé quelques chercheurEs à formuler de nombreuses recommandations pour atténuer les contraintes des personnes analphabètes et les aider à mieux prendre en main leur santé.

Plusieurs auteurEs affirment que, pour favoriser la littératie en matière de santé et transmettre adéquatement les informations, il faudrait utiliser un langage clair et simple, se servir d'illustrations et avoir recours aux multimédias, notamment les vidéocassettes et autres supports visuels. Cette observation vaut pour tous les groupes d'âge. De telles modifications pourraient venir en aide aux analphabètes aux prises avec de sérieuses difficultés de lecture et d'écriture.

Plusieurs auteurEs s'entendent pour dire que le système de santé comporte des lacunes dans la communication avec les analphabètes. Ce problème est relativement préoccupant si l'on considère le vieillissement de la population au Canada.

Les auteurEs répertoriés présentent plusieurs pistes de recherche. On suggère d'étudier la situation des peu scolarisés au regard de certaines maladies telles que le diabète; de pousser plus loin les connaissances sur l'enjeu de l'alphabétisme et de la santé; de déterminer les besoins particuliers des peuples autochtones, des francophones en milieu minoritaire et des personnes immigrantes; d'évaluer les conséquences d'un faible niveau de littératie sur les coûts du système de santé; et de mettre sur pied des recherches-actions participatives visant à améliorer la santé et l'alphabétisation de l'ensemble de la population.

En fait, il est nécessaire de développer le champ de la littératie en santé pour tous en étudiant, par exemple, les lieux d'apprentissage continu en matière de santé aussi bien en milieu formel (garderies, écoles, centres de formation, etc.) qu'en milieu informel (familles, centres de loisirs, centres de ressources, communautés virtuelles, etc.). La recherche sur l'alphabétisme et la santé devrait contribuer au développement du concept d'« apprentissanté » qui désigne l'apprentissage relié à la santé.

Alphabétisation familiale

La politique éditoriale du RÉCRAF fait en sorte que les recherches en *alphabétisation familiale* qui portaient uniquement sur une population enfantine n'ont pas été retenues. À partir de celles qui concernent les adultes, trois sous-thèmes ont été constitués : « compétences et description des parents peu alphabétisés » (3); « rapports parents-école » (2); « évaluation et impact des programmes suivis par les parents peu alphabétisés » (4). Ces recherches sont qualitatives, mais certaines utilisent des données quantitatives.



Les parents peu alphabétisés ont pour la plupart connu des échecs scolaires et manquent d'estime de soi. La période des devoirs peut devenir pénible à cause du désintérêt de l'enfant et du manque d'assurance des parents. Certains ont en effet peur de se tromper ou d'être repris par leur enfant.

Plusieurs parents analphabètes éprouvent des difficultés à communiquer avec les institutions. La méconnaissance entre parents et membres de l'école semble mutuelle. Les parents souhaiteraient que l'école s'adapte à leur capacité d'accompagnement, surtout pour la supervision des devoirs. Les parents, même peu alphabétisés, ont une attitude positive à l'égard de l'éducation et aimeraient influencer favorablement le cheminement scolaire de leur enfant. Ceux qui suivent une activité d'alphabétisation se sentent plus aptes que les autres à l'aider dans ses études.

Selon les intervenantEs interrogés, les interventions en alphabétisation doivent s'adresser à la famille dans son ensemble; elles devraient être progressives, gratifiantes et basées sur l'estime de soi.

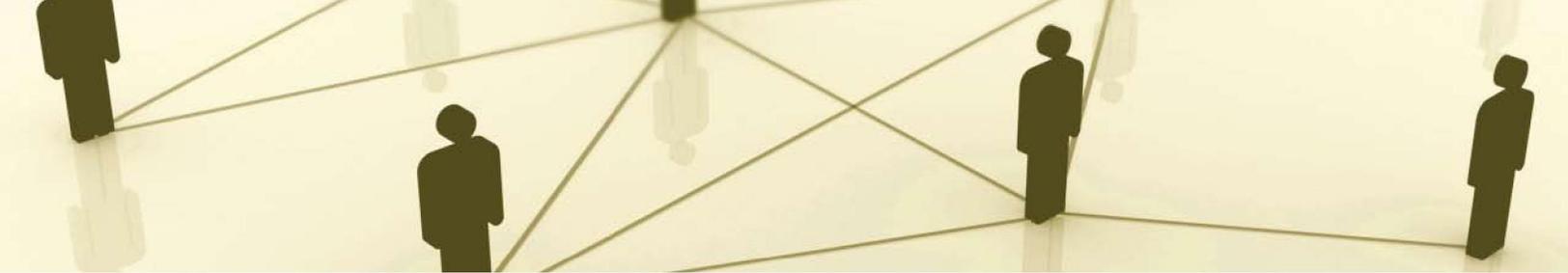
Si les recherches couvrent plusieurs aspects relatifs à l'alphabétisation familiale, la dimension des compétences parentales (père et mère) pourrait être davantage documentée, notamment les relations parents-enfants et les activités parents-enfants concernant l'apprentissage. Il y a peu d'information qui décrit des programmes de formation incluant les familles.

Alphabétisme chez les Autochtones

Le thème de l'*alphabétisme chez les Autochtones* ne comporte qu'une seule fiche. En soi, cela démontre le manque de recherche sur le sujet en français. Le document répertorié présente des comptes rendus de tables rondes sur les pratiques d'alphabétisation et leurs spécificités dans la communauté autochtone. Il signale la nécessité d'une approche holistique en lien avec la culture amérindienne.

Conclusion

Le portrait synthèse et le portrait thématique ont bien montré la richesse de la base de données du RÉCRAF. Au terme de presque 12 années de recherche, un corpus substantiel a été mis à jour. Des données quantitatives très fiables sont disponibles et permettent de camper des recherches plus qualitatives sur des connaissances précises. En fait, une analyse plus détaillée à partir des rapports de recherche et non des fiches ajouterait sans nul doute une grande variété d'informations. Il appartiendra aux chercheurEs de consolider les connaissances actuelles afin de mieux comprendre l'alphabétisme des adultes et, ainsi, de mieux intervenir pour aider à rehausser le niveau de littératie de la population. Pour ce faire, le Canada peut compter sur une masse critique de personnes et d'organismes qui ont déjà témoigné leur préoccupation pour l'alphabétisme des adultes au pays, comme l'attestent les recherches répertoriées par le RÉCRAF et disponibles au CDÉACF.



III. jeudi 24 AVRIL 2008

Mise à jour du portrait de la recherche

Après son exposé, Claudie Solar a dressé un bref portrait des 30 recherches dont le répertoire s'est enrichi entre la publication du rapport en 2006 et la tenue du Colloque en 2008.

Tableau 2 – Nombre et pourcentage des plus récentes publications par thème

Thèmes	N=30	100 %
Alphabétisme chez les adultes	13	43 %
Alphabétisme et travail	5	17 %
Alphabétisme et technologies	4	13 %
ApprenantEs et formatrices et formateurs	3	10 %
Alphabétisme et santé	2	7 %
Alphabétisme et rétention	2	7 %
Alphabétisme, numératie et compétences de base	1	3 %
Alphabétisme chez les Autochtones	0	0 %
Alphabétisation familiale	0	0 %



Le thème *Alphabétisme chez les adultes* regroupe le plus grand nombre de recherches, soit 13 (43 % du total). Elles se répartissent ainsi : 5 exploitent les données de l'*Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* (EIACA) de 2003; 2 portent sur des aspects du système pour améliorer la littératie au Nouveau-Brunswick ou au Québec; 2 traitent de la littératie au Québec; 2 examinent l'évolution de la littératie dans le temps, de l'enfance jusqu'à l'âge adulte, et en lien avec le vieillissement; enfin, 2 offrent des bilans, soit le travail de Legendre pour mettre à jour le vocabulaire sur la littératie et un compte rendu d'un séminaire international.

Les cinq recherches regroupées sous le thème *Alphabétisme et travail* (17 % du total) abordent divers sujets : les emplois de solidarité; la poursuite des études à l'âge adulte en lien avec le revenu; les décrocheurs et décrocheuses ou la population de souche et leur rémunération; et le capital humain.

Quatre recherches (13 % du total) ont trait aux *technologies de l'information et des communications (TIC)*. Elles portent sur la collaboration à distance, sur le lien des TIC avec la littératie, sur leur présence et leur utilisation dans les groupes d'alphabétisation, et sur leur utilisation par des femmes en démarche d'alphabétisation dans la formation vers l'emploi (FADAFEM).

Les trois recherches regroupées sous le thème *ApprenantEs et formatrices et formateurs* (13 % du total) touchent les pratiques démocratiques et la participation citoyenne ou l'alphabétisation des personnes incarcérées.

Sous le thème *Alphabétisme et santé*, les deux travaux de recherche recensés concernent la communication et des informations tirées de l'EIACA sur le sujet.

Le thème *Accessibilité et rétention* comprend deux recherches sur la communication réalisées par le groupe Rédiger de l'Université Laval. Quant au thème *Alphabétisme, numératie et compétences de base*, il en comporte une seule sur les compétences et les pratiques de lecture d'adultes non diplômés.

Enfin, il n'y a eu aucune publication sur les thèmes *Alphabétisation familiale* et *Alphabétisme chez les Autochtones*.



*Mme Boivin a fait sa présentation sous la forme d'une courte entrevue.

LES PROBLÉMATIQUES HORS QUÉBEC

*Nathalie Boivin, professeure, Université de Moncton

Au Nouveau-Brunswick, la population francophone vit des difficultés qui lui sont propres. Plus de 65 % des francophones de 16 ans et plus se situent seulement aux niveaux 1 et 2 d'alphabétisation, donc n'ont pas le minimum requis pour fonctionner dans notre société. L'exode des jeunes vers les grands centres fait en sorte qu'il devient plus difficile d'offrir un soutien aux personnes plus âgées et souvent moins alphabétisées de nos familles et de nos communautés. Le vieillissement de la population entraîne une demande plus lourde en termes de services de santé.

Comment peut-on travailler à préparer nos professionnels et professionnelles à œuvrer dans ce contexte ? Il est nécessaire de parler de la situation de l'alphabétisation à toutes ces personnes qui assumeront un rôle professionnel en santé afin qu'elles en saisissent bien toute l'ampleur. Pour y arriver encore mieux et brosser un portrait très exact de la réalité, Mme Boivin a réalisé un partenariat avec la Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick qui venait d'offrir une conférence sur le sujet. Le projet consistait à amener les étudiants et étudiantes à expérimenter ce que cela peut signifier d'avoir des difficultés à lire, à écrire et à comprendre l'information transmise. Cela leur a permis de passer de la sensibilisation à la conscientisation.

Ce travail est essentiel afin de briser le cercle vicieux du manque de littératie en santé. Cela débute avec la difficulté à exprimer ses symptômes et à décrire sa situation, qui entraîne une erreur de diagnostic lors de la visite chez le médecin ou d'autres professionnels, la prescription d'un traitement inadéquat, la difficulté à comprendre les directives ou consignes, puis le retour vers la ressource de santé, sinon carrément une intoxication médicamenteuse ou une erreur dans la mise en œuvre du plan de traitement.

Pour résoudre cette difficulté, il faut s'efforcer de mettre en valeur le potentiel de chaque personne. Tout individu possède des capacités et des compétences qui lui permettent de prendre des actions au quotidien pour maintenir, voire améliorer sa santé. Les professionnels et professionnelles doivent donc valoriser le potentiel de leur clientèle s'ils veulent l'amener vers l'« empowerment », c'est-à-dire vers une plus grande prise en charge de sa situation de santé. Dans le Nord-Est du Nouveau-Brunswick, on a aussi lancé une campagne médiatique intitulée « C'est quoi ton truc pour bien vivre ? ». Cette campagne vise à mettre en valeur le potentiel des francophones pour prendre une part active à leur santé individuelle et collective.



Chantal Ouellet

COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE SUR L'ALPHABÉTISME, LA LITTÉRATIE ET L'ALPHABÉTISATION : PRÉSENTATION DE QUATRE MODÈLES

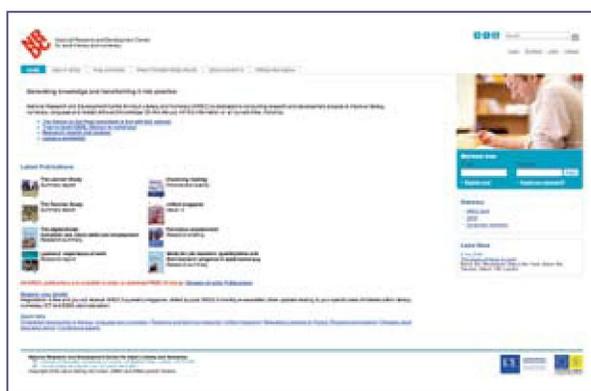
*Chantal Ouellet, professeure, Département d'éducation et formation spécialisées, Université du Québec à Montréal

*La recherche a été réalisée avec Anne-Marie Caron-Rhéaume et James Page.

Les quatre modèles présentés ont été retenus parce qu'ils offrent une diversité d'éléments intéressants de planification et de stratégie. Ils pourront nourrir la réflexion pour choisir une structure en vue d'établir une communauté de recherche en alphabétisation en français au Canada. Il s'agit d'une première exploration afin de retenir quelques éléments de chacun des modèles possibles pour définir les besoins réels d'un réseau dans le contexte canadien. Les modèles explorés sont le National Research and Development Center for Adult Literacy and Numeracy (NRDC), le Research and Practice in Adult Literacy (RaPAL), le Réseau de recherche sur la francophonie canadienne (RRFC) et le Consortium national de formation en santé (CNFS).

Le National Research and Development Center for Adult Literacy and Numeracy (www.nrdc.org.uk/) est un consortium dont les partenaires proviennent de six universités et de six agences gouvernementales et paragouvernementales du Royaume-Uni. D'autres groupes et organismes y sont également associés. L'Institut

d'éducation de l'Université de Londres en assume le leadership. Le conseil d'administration se compose des partenaires experts dans les domaines prioritaires. Pour réaliser ses objectifs et maximiser l'impact de la recherche, le NRDC sollicite l'appui et les réflexions de comités consultatifs dont les membres ont différents domaines d'expertise et viennent des milieux du travail, de la recherche, de la politique et de la pratique. Il reçoit un financement gouvernemental important.



L'établissement et la mise sur pied du NRDC sont le résultat de l'identification de la problématique particulière de l'alphabétisme des adultes au Royaume-Uni. En 1999, le rapport Moser a signalé une situation urgente par rapport aux compétences limitées dans trois champs désignés : la littératie, la numératie et l'anglais pour les non anglo-

phones (English for Speakers of Other Languages ou ESOL). Le rapport recommandait d'utiliser la recherche comme véhicule important pour influencer le changement afin d'assurer l'avancement des connaissances et des pratiques. Il recommandait aussi d'entamer des

IV. vendredi 25 AVRIL 2008

recherches sur neuf axes : les bénéfices des compétences de base pour les individus et l'économie; les compétences de base et l'impact intergénérationnel pour l'apprentissage des adultes; l'efficacité des approches pour l'apprentissage, l'enseignement et l'évaluation dans les trois champs prioritaires; l'évaluation comparative de l'impact des politiques et des initiatives dans différents pays; les différents domaines peu exploités de la littératie et de la langue tels que l'écriture et la compétence de communication orale; l'évaluation; les technologies de l'information et des communications (TIC); les personnes apprenantes ayant des besoins spéciaux; la langue et la numératie pour les personnes apprenantes adultes non anglophones.

Le NRDC a reçu le mandat d'assurer le design et le développement de la recherche afin de nourrir la stratégie nationale Skills for Life (compétences pour la vie). Il a lancé un site Web qui vise à assurer l'interactivité, le partage d'information et la synergie entre les programmes, les projets de recherche et les utilisateurs et utilisatrices (liste de recherches en cours et terminées; annonce de subventions pour le développement des programmes; rapports de recherche et projets de développement des praticiens et praticiennes; bulletin d'information; revue *Reflect* pour les milieux de pratique).

Le NRDC a adopté les valeurs et les principes suivants : les besoins des personnes apprenantes sont au cœur de son travail; les questions d'égalité et de diversité sont intégrées à toutes ses activités; toutes les étapes de son

travail visent l'engagement des praticiens et praticiennes; la réalisation du travail à l'intérieur et à l'extérieur du consortium démontre les caractéristiques d'un bon partenariat; son travail de recherche respecte les codes de déontologie; la transparence est de mise au sein de l'organisation; l'excellence de la recherche et le développement de la recherche font partie des objectifs poursuivis.



Le deuxième modèle de réseau se trouve également au Royaume-Uni, mais il est très

différent dans son fonctionnement et sa composition. Le Research and Practice in Adult Literacy ou RaPAL (literacy.lancs.ac.uk/rapal/index.htm) est un groupe de travail indépendant qui adopte une approche critique des politiques et des pratiques en littératie des adultes. Depuis 1985, le collectif se rencontre à différents endroits. Son financement est assuré uniquement par les cotisations annuelles des membres. Le groupe de recherche publie trois bulletins d'information par année et quelques documents thématiques. Au moins une fois par année, le RaPAL organise un colloque sur la recherche qui sert également à la tenue de l'assemblée générale. Deux sous-groupes partagent les tâches liées à l'organisation, au développement et aux publications.

Le troisième modèle de réseau rappelle les principes du groupe de travail précédent par la simplicité de son fonctionnement. Il s'agit du Réseau de recherche sur la francophonie canadienne (www.rrfranco.ca/) qui compte près de 250 membres. Le réseau œuvre de façon informelle : chaque année, un colloque organisé dans le cadre du congrès de l'Association francophone



pour le savoir (ACFAS) permet aux membres de déterminer la thématique du prochain colloque et de désigner l'équipe bénévole chargée de sa réalisation. Les membres viennent des différentes régions du Canada et des milieux universitaire, collégial, gouvernemental, associatif et privé. Ils poursuivent quatre buts principaux : promouvoir la recherche sur le fait français; contribuer à la formation de chercheurs et chercheuses; accroître la portée des travaux existants et futurs; et exercer des pressions pour obtenir du financement. Le réseau a existé pendant de nombreuses années, mais il a cessé ses activités depuis la création de l'Institut de recherche sur les minorités linguistiques.



Le quatrième et dernier modèle de réseau est le Consortium national de formation en santé ou CNFS (www.cnfs.net). Il regroupe 10 établissements d'enseignement collégial et universitaire répartis dans l'ensemble du Canada qui offrent des programmes d'études en français dans différentes disciplines de la santé. Son rôle consiste à mettre en œuvre une stratégie nationale pour le développement de la recherche et l'étude de problématiques jugées prioritaires et non à subventionner directement la recherche ou à réaliser des projets. Sa mission est de soutenir le développement de la recherche sur la santé des communautés francophones en situation minoritaire. Le CNFS a établi trois grands axes de recherche : portrait de santé et déterminants de la santé; gouvernance, gestion et prestation des services de santé en français; liens entre langue, culture

et santé. Le CNFS a accès à de nombreuses sources de financement.

Voilà donc quatre modèles de réseaux qui sont autant de pistes ouvertes pour déterminer des éléments importants en vue de la création d'un réseau pancanadien en alphabétisme, en littératie et en alphabétisation des adultes.





Maren Elfert

DES EXEMPLES DE RÉSEAUX DE RECHERCHE EN ALPHABÉTISATION EN EUROPE

Maren Elfert, spécialiste du programme Relations publiques, Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie

L'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) est un centre international de recherche, de formation, d'information, de documentation et de publication. Il concentre son action sur l'éducation des adultes et la formation continue, plus particulièrement l'alphabétisation, l'éducation non formelle et l'apprentissage tout au long de la vie.

À la suite d'un colloque européen tenu à Lyon, en 2005, l'UIL est invité à prendre des initiatives pour favoriser la création de réseaux de recherche en alphabétisation en Europe. Une série de recommandations issues du colloque et exposées dans le rapport [Pourquoi l'alphabétisation en Europe?](#) vise à établir un ordre du jour pour développer et renforcer la recherche, et à assurer la diffusion et l'utilisation des résultats de recherche dans le cadre de la formulation des politiques et du développement des programmes. Parmi les actions de suivi, un deuxième colloque est organisé en 2008. Il porte sur quatre thèmes de recherche : les études comparatives; la recherche sur les besoins des personnes apprenantes, leurs formations et leurs profils; la recherche sur la qualité et le développement de l'offre; la recherche sur l'alphabétisation dans le contexte de l'économie et du travail.

Les budgets et les efforts consacrés aux recherches en alphabétisation en Europe varient considérablement

d'un pays à l'autre. J'en donnerai quatre exemples. Le Royaume-Uni, avec sa stratégie [Skills for life](#) (compétences pour la vie), a fait un investissement majeur de près de deux milliards de livres sterling pour la formation de base des adultes et la mise sur pied du National Research and Development Center for Adult Literacy and Numeracy ([NRDC](#)). En Roumanie, on pense généralement que la population est bien éduquée et que l'illettrisme n'est pas un problème; ce pays n'a donc mis en place aucun réseau ni aucune stratégie pour contrer les problèmes d'analphabetisme. La France considère l'alphabétisation comme une priorité nationale depuis l'*Enquête Information et Vie quotidienne (IVQ)* réalisée en 2002. Cette enquête a montré que plus de trois millions de personnes âgées de 18 à 65 ans ayant été scolarisées en France étaient en situation d'illettrisme. Enfin, l'Allemagne a lancé une nouvelle initiative nationale de promotion de la recherche en alphabétisation dans le cadre de la Décennie mondiale de l'alphabétisation de l'ONU et elle y consacre d'importants fonds gouvernementaux.

Des acteurs majeurs réalisent des recherches en alphabétisation en Europe. Au Royaume-Uni, cette tâche revient au NRDC, qui est un cas unique, et à des agences nationales semi-gouvernementales qui coordonnent les activités en alphabétisation. La France compte sur l'Agence Nationale de Lutte contre l'illet-



trisme ([ANLCI](#)); l'Irlande, sur la National Adult Literacy Agency ([NALA](#)); et la communauté française de Belgique, sur [Lire et Écrire](#). Des travaux de recherche sont également menés par les Instituts d'éducation des adultes, les unités universitaires, les organisations de coopération et de développement économiques, sans oublier les ONG dont le National Institute of Adult Continuing Education ([NIACE](#)), la plus grande ONG dans le domaine de l'éducation des adultes qui reçoit un financement de multiples sources.

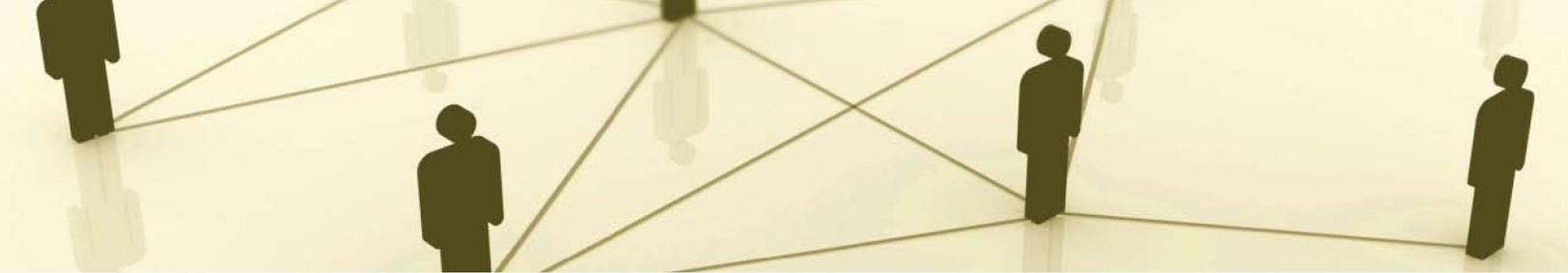
L'Europe offre quelques modèles de réseaux de recherche en alphabétisation. L'Union européenne (UE) finance, dans le cadre du programme [Grundtvig](#), des projets de partenariats à acteurs multiples pour lesquels la notion d'éducation et de formation tout au long de la vie constitue un élément clé. Mentionnons ainsi le projet [REPRISE](#) (Result Exploitation for Project Research and Information on Social Exclusion), qui regroupe près de 13 partenaires, et le projet [MODEVAL](#) dont l'objectif est d'établir un ensemble de recommandations pour l'élaboration d'outils d'évaluation des compétences de base (jusqu'en 2007). Le projet [TRAIN](#) vise à créer un module de base pour la formation des formateurs et formatrices (jusqu'en 2009). Enfin, EURO-ALPHA, un projet en devenir (2008), sera un réseau de 15 organisations européennes œuvrant pour la pratique pédagogique, la participation des apprenants et apprenantes, l'étude des politiques et la transversalité de la recherche.

Il existe d'autres réseaux au niveau national en Europe. À titre d'exemple, en France, l'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme (ANLCI) comprend des groupes d'intérêt public, un comité scientifique de 28 chercheurs et chercheuses, et un comité consultatif d'orientation. En Allemagne, une initiative du ministère de l'Éducation et de la Recherche vise à promouvoir la

recherche en alphabétisation; elle finance 17 projets avec plus de 100 partenaires pour un budget de près de 30 millions de dollars. En Irlande, l'association de recherche pour l'éducation des adultes et l'éducation communautaire ([IRAACE](#)) a été fondée par la National Adult Literacy Agency (NALA) et la National Adult Learning Organisation ([AONTAS](#)). On veut que cette association devienne la référence pour la recherche sur les pratiques exemplaires, la réflexion et la création de nouvelles approches théoriques pour l'étude de l'alphabétisation, de la numératie et de l'éducation des adultes.

Tous ces réseaux et bien d'autres ont suscité de nombreux projets. Une excellente manière de garantir leur durabilité serait de créer un réseau européen qui permettrait de canaliser et de partager les expériences, de piloter de nouveaux projets et d'offrir un soutien mutuel au moyen d'évaluations. Un tel réseau permettrait d'établir un cadre commun pour aborder des questions de recherche plus ciblées. Il faudrait aussi une « base de données des bases de données », un genre de « portail européen de la recherche ».

En conclusion, la création d'un réseau doit reposer sur quelques questions essentielles : Quels devraient être les responsables des différentes activités et qui pourrait financer ces dernières ? Quelle forme juridique devrait adopter le réseau ? Y aurait-il des frais d'adhésion ? Comment faudrait-il faire la promotion du réseau ? Devrait-il y avoir des groupes de travail ? Si oui, combien et présidés par qui ? Pour renforcer les éléments de preuve nécessaires, la recherche sur l'alphabétisation des adultes doit être durable en termes de financement, reliée à la pratique et axée sur l'impact et les débouchés plus larges de l'alphabétisation.



IV. vendredi 25 AVRIL 2008

ATELIER 6

Le meilleur modèle de réseau

Y a-t-il un modèle qui répondrait mieux à nos besoins ?

Malgré les informations utiles reçues, les personnes participantes soulignent qu'il est impossible de prendre une décision immédiatement. Il faut en effet connaître et définir les besoins. Néanmoins, le modèle devrait être francophone et pancanadien. Pour qu'il réponde le mieux aux besoins, le modèle devrait être endogène, c'est-à-dire conçu à partir de la réalité des milieux de recherche et de pratique. Il serait souhaitable que le réseau envisagé réunisse ces deux milieux. Parmi les modèles de réseaux présentés, c'est le réseau britannique RaPAL qui semble trouver le plus d'écho chez les personnes participantes.

Quels éléments des modèles présentés devrions-nous retenir ?

À la lumière des différents modèles décrits, les personnes participantes disent souhaiter une structure légère. Elles mentionnent notamment la formule de financement du RaPAL qui est autonome et assurée par les cotisations des membres. Elles désirent aussi des bulletins et des groupes de discussion. Le réseau devrait être indépendant par rapport au gouvernement. Pour amé-

liorer ses chances de réussite et de durabilité, il devrait adopter une structure réduite. Il lui faudra donc compter sur l'engagement et le bénévolat des milieux de recherche et de pratique. Enfin, le réseau pourrait être rattaché à un organisme existant.

Manque-t-il des éléments ?

Avant d'opter pour un modèle précis, il faut explorer plus en profondeur tous les types de réseaux présentés. Il sera alors possible de déterminer les éléments à retenir et à éviter. Il faudra aussi mieux définir les besoins. On se demande, par exemple, la différence entre un consortium et un réseau.



ATELIER 7

Les caractéristiques du réseau

Quelles devraient être les valeurs du réseau ?

Les personnes participantes mentionnent des valeurs qui s'articulent autour de 10 grands pôles. Le réseau envisagé devrait être construit sur des bases démocratiques et fonctionner de manière transparente. Il devrait favoriser la coopération, le partage des informations, des rôles et des responsabilités, le soutien, l'entraide et une atmosphère non compétitive. Il devrait adopter une approche transdisciplinaire et multidisciplinaire. Il devrait être flexible, souple, structurant et rigoureux sans être rigide. Voici les autres valeurs qui devraient l'inspirer : l'ouverture sur le monde et l'évolution de la société, l'ouverture aux savoirs et aux savoir-faire; l'égalité et l'équité pour tous les membres et tous les types de membres; la complémentarité des milieux de recherche et de pratique, la relation mutuelle d'apprenants tant dans le milieu de la recherche que dans le milieu de la pratique; la reconnaissance et le respect des connaissances, des expertises, des besoins, des réalités, des forces et des faiblesses de chacun; l'inclusion, c'est-à-dire des partenariats avec les syndicats, les employeurs, les responsables des décisions, les communautés et les personnes apprenantes; la promotion et la valorisation de la recherche.

Quelle devrait être la mission du réseau ?

Fait peu surprenant, l'une des missions du réseau envisagé serait de rassembler les chercheurs et chercheuses, les praticiens et praticiennes francophones du Canada. Il devrait promouvoir la recherche en français sur l'alphabétisation, l'alphabétisme et la littératie. Il devrait favoriser l'éclosion de projets en partenariat avec les mem-

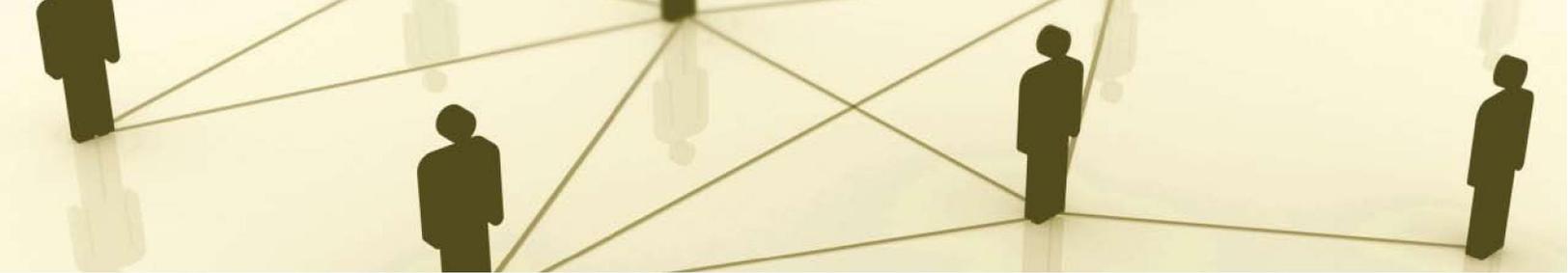
bres. Il devrait établir des points de convergence entre les pratiques des acteurs et actrices de terrain et les pratiques des chercheurs et chercheuses pour développer des programmes de recherches partenariales. Il devrait favoriser l'élaboration de politiques et de pratiques qui prennent en compte les résultats de la recherche. Il devrait enfin permettre, sur une base permanente, la conception, la mise en commun, le transfert, la vulgarisation et la diffusion des savoirs en alphabétisation, littératie et alphabétisme en français au Canada.

Qui ce réseau devrait-il regrouper ?

Les avis à ce sujet sont très partagés. Certaines personnes veulent un réseau élargi où se retrouveraient non seulement les milieux de recherche et de pratique mais aussi des adultes en formation. D'autres mentionnent que les personnes apprenantes doivent toutefois avoir un rôle précis à jouer. Certaines personnes participantes veulent ouvrir le réseau à divers autres acteurs : employeurs, responsables des décisions politiques, bailleurs de fonds, médias, partenaires, gestionnaires, syndicats et organismes communautaires. Cette idée ne fait toutefois pas l'unanimité. Les personnes participantes n'ont pas tranché à savoir si l'adhésion serait offerte à des individus ou à des organismes.

Quelle devrait être sa structure ?

La structure du réseau envisagé pourrait s'inspirer de la structure de l'Organisation mondiale de la santé, qui place les besoins des personnes peu alphabétisées au centre. Vu la complexité des problématiques, il est



IV. vendredi 25 AVRIL 2008

en effet essentiel que le réseau rassemble une grande variété de membres issus de différentes disciplines, de divers secteurs, etc. Bien entendu, il devra s'agir d'une structure souple, dynamique, partenariale et représentative à l'échelle pancanadienne. Le réseau gagnerait aussi à adopter une structure papillon. Il serait alors rattaché au partenariat existant de la FCAF et du CDÉACF, mais accueillerait d'autres partenaires stratégiques en recherche (comme des universités) qui pourraient l'aider à obtenir des fonds.

Plus précisément, le réseau pourrait se donner une certaine autonomie en formant un petit comité décisionnel (environ cinq personnes). Son pouvoir décisionnel lui permettrait de prendre ses propres orientations et d'évi-

ter d'être soumis aux désirs des partenaires fondateurs (FCAF et CDÉACF). Ces deux partenaires en seraient toutefois membres statutaires. On suggère aussi d'établir une cotisation annuelle pour les futurs membres.

Qui devrait en prendre la responsabilité ?

En général, les personnes participantes considèrent que la FCAF et le CDÉACF devraient être les organismes responsables du réseau. Une autre possibilité serait un comité de coordination décisionnel logé chez l'un des partenaires ou des groupes membres et un conseil d'administration comptant cinq membres en plus des partenaires fondateurs.

ATELIER 8

Les priorités du réseau

Quelles sont les actions que le réseau devrait prioriser ?

Avant de parler des priorités du réseau, les personnes participantes jugent qu'il faut déterminer les étapes nécessaires pour le mettre sur pied et fixer un échéancier. Trois étapes préliminaires s'imposent. La première consiste à faire une synthèse des notes du Colloque. La deuxième consiste, d'une part, à préciser le processus de création, la mission, les valeurs et la structure du réseau et, d'autre part, à les faire valider par les personnes participantes. Cette validation pourra avoir lieu par courriel (soumission des résultats, des lignes directrices de la fondation, bulletin d'information). La troisième étape nécessitera de constituer un comité de direction temporaire qui étudiera la faisabilité du réseau (consulter les membres possibles, établir des scénarios de mise en

place du réseau, explorer les moyens de financement, organiser une seconde rencontre de recherche avec les partenaires éventuels).

Il faudra enfin tenir une assemblée de fondation qui donnera lieu à une première assemblée générale chargée d'élire un conseil exécutif, un comité consultatif et un secrétariat. Le CDÉACF et la FCAF se chargeraient de lancer la démarche pour structurer le réseau. Une fois en place, le réseau devrait entreprendre les actions prioritaires suivantes : former rapidement un comité de direction (présidence ayant un mandat de trois ans); lancer le recrutement des membres et récolter des fonds; trouver des partenaires et obtenir du financement; définir les stratégies de promotion de la recherche; établir un plan de communication annuel efficace.



Michèle Stanton-Jean

Conférence de clôture

L'ALPHABÉTISATION AU CŒUR DE L'ÉDUCATION DE BASE POUR TOUS

Michèle Stanton-Jean, présidente, Commission canadienne pour l'UNESCO

La question de l'alphabétisation, en particulier l'alphabétisation en français, me tient évidemment à cœur comme présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO. Elle me tient aussi à cœur comme personne qui a travaillé en éducation des adultes pendant plusieurs années et présidé une commission d'enquête sur la formation des adultes de 1980 à 1982.

Dans son rapport, la commission d'enquête disait, à propos du développement du potentiel humain, qu'être peu scolarisé de nos jours entraîne presque automatiquement l'exclusion sociale et des difficultés multiples à mener une vie complète et satisfaisante. C'était vrai en 1982 et ce l'est encore davantage 26 ans plus tard !

Lorsque je vois les statistiques sur l'alphabétisation, je me sens toujours triste de constater à quel point il reste d'énormes fossés à combler partout sur la planète, en particulier dans les pays en développement. Je me demande toujours pourquoi nous n'arrivons pas à faire mieux. Dans des sociétés que l'on qualifie de plus en plus de sociétés du savoir, comment peut-on supporter qu'autant de personnes n'aient pas accès aux ressources nécessaires pour profiter de nos systèmes d'éducation ?

Comme vous le savez, l'alphabétisation est au cœur de l'éducation de base pour tous. Elle est essentielle pour

éradiquer la pauvreté, réduire la mortalité infantile, freiner la croissance démographique, instaurer l'égalité des sexes et garantir durablement le développement, la paix et la démocratie. En ce sens, la recherche et la création de réseaux sont d'une extrême importance tout comme l'évaluation des pratiques actuelles.

L'alphabétisation est un droit, un outil d'autonomisation personnelle, un facteur de développement social et humain. Et l'accès à l'éducation dépend de l'alphabétisation.

Le concept d'alphabétisation que défend l'UNESCO ne recouvre plus simplement un ensemble de compétences techniques en lecture, en écriture et en calcul. Il englobe désormais les multiples dimensions de ces compétences. En tenant compte des récentes transformations économiques, politiques et sociales, notamment la mondialisation et les progrès des technologies de l'information et des communications (TIC), l'UNESCO reconnaît l'existence d'une multiplicité de pratiques d'alphabétisation inscrites dans différents processus culturels.

Depuis l'année 2000, les gouvernements du monde entier ont lancé quatre initiatives menées de concert avec les agences des Nations Unies. Toutes ces initiatives comportent, d'une manière ou d'une autre, des objec-

IV. vendredi 25 AVRIL 2008

tifs par rapport à l'éducation. Il s'agit de l'Éducation pour tous, des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003-2012) et de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014).

La communauté internationale s'est engagée à accroître les taux d'alphabétisme dans le monde, conformément aux six objectifs de l'Éducation pour tous fixés à Dakar en 2000. Je signale que l'objectif 4 prévoit d'améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes d'ici 2015, l'objectif 3 prévoit de répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes, tandis que l'objectif 5 prévoit d'instaurer l'égalité des sexes dans l'éducation. De plus, la communauté internationale a pris des engagements par rapport aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

L'UNESCO est l'agence chef de file de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, qui met l'accent sur l'objectif de l'alphabétisation pour tous et à tout âge, dans toutes les régions du monde, dans les zones urbaines comme en milieu rural, à l'école et en dehors de l'école, dans les familles, les communautés et les milieux de travail.

L'Initiative de l'UNESCO pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE) est un cadre stratégique global pour mettre en œuvre la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation et réaliser les objectifs de l'Éducation pour tous. Elle accorde donc une attention particulière à l'alphabétisation des adultes et des enfants

non scolarisés. L'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie en assure la coordination. L'Initiative pour l'alphabétisation a été lancée lorsqu'il devint évident que les efforts consentis ne suffiraient pas à améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes d'ici 2015. Elle cible les 35 pays qui ont un taux d'alphabétisation inférieur à 50 % ou ceux qui comptent plus de 10 millions de personnes ne sachant ni lire ni écrire. Il faut noter que ces pays regroupent 85 % de la population analphabète mondiale dont les deux tiers sont des femmes et des filles.

Selon les données les plus récentes de l'Institut de la statistique de l'UNESCO (ISU), il y aurait près de 774 millions d'adultes analphabètes dont environ 64 % seraient des femmes. L'UNESCO croit que les

enquêtes à ce sujet ne sont pas un luxe, mais bien une nécessité pour l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et de priorités de recherche pertinentes dans les pays riches et pauvres.

À cette fin, l'ISU a mis au point le Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation (LAMP) avec d'autres organismes internationaux et experts

techniques. À l'intérieur de l'UNESCO, le Programme LAMP constitue un élément très important de l'Initiative pour l'alphabétisation. À partir de l'Enquête internationale sur la littératie des adultes (EILA), il mesure [cinq niveaux de compétences en alphabétisme](#) et en mathématiques (numératie) grâce à une ingénieuse combinaison de méthodes d'enquêtes-ménages et d'évaluations de l'enseignement étalées sur cinq à dix ans. Le Programme LAMP examine également





[cinq composantes des compétences](#) qui permettent de mesurer la capacité de lecture.

Il faut toutefois s'assurer que les questions utilisées dans les tests reflètent les particularités socioculturelles et linguistiques locales, ce qui demeure un défi de taille. Pour y arriver, les responsables du Programme LAMP travaillent en étroite collaboration avec les pays participants pour concevoir des instruments appropriés et s'assurer que chaque évaluation est formulée en fonction des demandes et des besoins particuliers des décideurs politiques nationaux.

Car, il faut le redire, la collecte de données fiables et la recherche sont d'une extrême importance pour progresser dans ce domaine. J'ai constaté que vous partagez cette conviction en lisant le programme du Colloque durant lequel vous avez examiné l'état actuel de la recherche, les réseaux de recherche et les priorités de recherche pour l'avenir.

Enfin, toutes les initiatives doivent se faire dans une perspective d'éducation tout au long de la vie. En ce sens, la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTÉA VI), qui aura lieu au Brésil en 2009, est très importante. Elle vise plusieurs objectifs : raviver l'intérêt international pour l'éducation et la formation des

adultes; réduire l'écart qui sépare les mots des actions, car les certitudes et les discours s'accompagnent trop souvent d'un manque de politiques et de conditions systématiques efficaces en faveur de l'éducation et de la formation des adultes. Elle vise en outre à donner les possibilités d'articuler l'éducation et la formation des adultes avec les grands cadres politiques internationaux actuels qui touchent l'éducation et le développement.

Les objectifs de la CONFINTÉA sont donc très ambitieux. Selon moi, aucun d'entre eux ne pourra être atteint et rejoindre tout le monde si cet édifice ne s'appuie pas sur des objectifs d'alphabétisation bien structurés.

Pour moi, l'éducation c'est le pouvoir sur sa vie et sur son rapport à autrui. Que vous travailliez à donner ce pouvoir à tous et à toutes en créant un réseau fort de communication et d'échanges est l'un des objectifs les plus nobles de l'existence.



V. BILAN DU COLLOQUE

Au terme du Colloque « L'alphabétisation en français à l'heure des réseaux et des communautés d'échanges », le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) et la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) peuvent se féliciter. Ils ont réussi à franchir une étape déterminante vers leur objectif commun : constituer un réseau de recherche en français sur l'alphabétisation des adultes. C'était la première fois qu'un nombre aussi important de francophones œuvrant dans les milieux de pratique et de recherche se réunissait pour discuter de la problématique complexe de l'alphabétisation. Après trois jours de discussions intensives, l'assemblée a reconnu la nécessité de former un réseau, mais elle a aussi formulé les premiers éléments de réflexion en vue de définir la mission, les valeurs, la structure et les priorités d'action qui devraient être les siennes.

Plusieurs éléments ont contribué au succès de la longue démarche entreprise par le CDÉACF et la FCAF, qui a culminé avec le Colloque tenu à Montréal, du 23 au 25 avril 2008. La détermination des deux partenaires qui ont su garder le cap pendant quatre ans constitue sans doute le principal ingrédient de la réussite. La participation des nombreux secteurs engagés dans le dossier de l'alphabétisation a assuré des échanges de grande qualité. La représentation d'importants réseaux canadiens et internationaux a permis de jeter les bases d'une collaboration fructueuse pour le futur réseau. Le programme stimulant du Colloque a alimenté la réflexion et facilité la prise de décisions. Il a en outre fait connaître deux outils qui demeureront utiles pendant des années. Enfin, le projet de réseau a suscité un intérêt qui s'est propagé au-delà du Colloque.

Un partenariat sous le signe de la ténacité

Sans la persévérance du CDÉACF et de la FCAF, ni le Colloque ni le réseau n'auraient vu le jour. En 2004, un rapport sur la recherche dans le domaine de l'alphabétisation au Canada avait passé complètement sous silence les travaux des francophones. Voyant cette lacune criante du rapport commandé par le Secrétariat national à l'alphabétisation (SNA), les deux partenaires se mobilisent. Après avoir informé le SNA de cette omission inacceptable, ils réclament la réalisation d'un portrait de la situation dans les communautés francophones. En 2005, le CDÉACF obtient des fonds pour ce projet. Il confie alors la tâche à la professeure Claudie Solar qui publiera, en 2006, le rapport *Douze ans de recherche en alphabétisation des adultes en français au Canada : 1994-2005*.

Le CDÉACF et la FCAF travaillent en même temps sur un autre axe stratégique, soit la formation d'un réseau francophone de recherche en alphabétisation. Pour le seconder, le CDÉACF élargit le comité chargé du *Répertoire canadien des recherches en alphabétisation des adultes en français (RÉCRAF)*, qui rassem-

blait surtout des chercheurs du Québec et de l'Ontario. Le nouveau comité consultatif comprendra alors 12 personnes de toutes les régions du Canada qui sont issues des milieux de recherche et de pratique. Il élaborera une première structure pour le réseau envisagé et poursuivra sans relâche son travail pendant les quatre années qui seront nécessaires pour faire aboutir le projet.

En 2005, les deux organismes partenaires présentent une demande de fonds au Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE) qui a remplacé le SNA. Le changement de gouvernement survenu aux élections fédérales de 2006 ralentit leurs démarches sans entamer leur détermination. Après avoir apporté certaines modifications au projet, ils obtiennent enfin le feu vert en 2007. Pour alimenter la réflexion sur l'opportunité de former un réseau de recherche, ils explorent ensuite divers modèles existants et font un exercice de cartographie conceptuelle. Tous ces efforts ont porté fruit puisqu'ils ont préparé le terrain à des échanges fructueux durant le Colloque en avril 2008.

Une large et riche participation

Grâce à leur position de leaders en alphabétisation, le CDÉACF et la FCAF ont réussi à organiser un large rassemblement à l'image de la complexité des problématiques liées à l'analphabétisme et du grand nombre de secteurs à l'œuvre dans le domaine. Pour ce faire, les deux partenaires ont bénéficié des réseaux de connaissances des membres du comité consultatif pan-canadien. Le Colloque a ainsi pu réunir 80 personnes venant de toutes les régions du Canada : une moitié du Québec et l'autre moitié des communautés francophones et acadiennes d'ailleurs au pays.

Les deux partenaires ont également réussi le tour de force d'asseoir autour d'une même table les milieux de recherche et les milieux de pratique. Le Colloque a ainsi permis des échanges entre 25 personnes issues de multiples disciplines et groupes de recherche de 13 universités situées dans 5 provinces. Les milieux de pratique n'étaient pas en reste avec des intervenantes et intervenants d'environ 30 organismes – nationaux, provinciaux et communautaires – et syndicats. De plus, 11 fonctionnaires de 7 ministères fédéraux et provinciaux ont participé activement aux discussions.

Des liens solides avec des réseaux canadiens et internationaux

Afin d'éclairer les multiples dimensions à envisager pour mettre sur pied un réseau de recherche en alphabétisation en français, le CDÉACF et la FCAF ont fait appel à plusieurs réseaux canadiens et internationaux. Ils ont ainsi bénéficié d'une aide financière du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes, qui relève du Conseil canadien sur l'apprentissage. De plus, le Centre du savoir sur l'apprentissage et le marché du travail a participé au Colloque. Le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada y a envoyé deux déléguées et il a maintenu le contact avec les partenaires par la suite.

Le CDÉACF et la FCAF ont également mis à profit les liens qu'ils entretiennent avec des réseaux internationaux. L'UNESCO a manifesté très concrètement son intérêt pour le projet canadien de réseau francophone en alphabétisation. L'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie a ainsi délégué au Colloque Maren Elfert, spécialiste de son programme Relations publiques, qui travaille à la réalisation d'un réseau européen similaire. Mme Elfert a fait un exposé sur les modèles en place dans quatre pays d'Europe et participé aux échanges durant deux jours. Par ailleurs, Michèle Stanton-Jean, présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO, a prononcé la conférence de clôture.

L'expérience des membres de ces réseaux canadiens et internationaux a enrichi les séances de travail du Colloque. Les liens noués laissent également présager un bel avenir pour le réseau de recherche en français sur l'alphabétisation des adultes.

Un programme informatif et stimulant

Le CDÉACF et la FCAF avaient conçu le Colloque lui-même comme une expérience d'apprentissage. Ils voulaient outiller les personnes participantes pour qu'elles puissent discuter en connaissance de cause des divers aspects d'un réseau de recherche sur l'alphabétisation. Vu la diversité de leurs fonctions et de leurs secteurs

d'intervention, elles devaient recevoir les mêmes informations pour le faire sur un pied d'égalité.

Des conférences et des exposés mettaient donc la table pour les échanges en atelier. Par exemple, deux spécialistes ont décrit six modèles de réseaux de recherche en alphabétisation, certains européens et d'autres canadiens, avant les discussions sur le meilleur modèle, les valeurs, la mission, la structure et les priorités pour le réseau envisagé. Il ne fait aucun doute qu'une telle formule a facilité des réflexions plus profondes et la prise de décisions plus judicieuses, sans compter un engagement plus soutenu de toutes les personnes participantes.

Deux outils pertinents

Le Colloque a permis aux personnes participantes de se familiariser avec deux outils qui seront sans doute utiles au cours des années à venir. Le premier est une cartographie conceptuelle de la recherche en alphabétisation. Pour établir le programme, le CDÉACF et la FCAF se sont en effet inspirés d'un exercice de cartographie réalisé quelques semaines auparavant. On avait alors demandé à un petit groupe de compléter la phrase : « La recherche occuperait une plus grande place en 'alphabétisation' si... ». On a ensuite regroupé par catégories les idées exprimées au moyen d'analyses statistiques multivariées avant de leur attribuer un poids relatif et de présenter les résultats sous forme graphique. Le groupe s'est réuni une seconde fois afin d'examiner les différentes grappes ainsi formées et de leur assigner une étiquette conceptuelle. Il en est ressorti 10 énoncés qui ont servi à déterminer les questions posées dans les 8 ateliers du Colloque.

Le second outil qui a fait l'objet d'une présentation est le site COMPAS. Le CDÉACF et la FCAF ont tenu à lancer, durant le Colloque, cette plate-forme de diffusion des travaux de recherche. Grâce à cet outil convivial d'information et de réseautage, la communauté francophone peut consulter près de 300 rapports de recherche en ligne dont plus de la moitié porte sur l'alphabétisation. Le site répertorie près de 200 chercheurs et chercheuses que l'on peut facilement trouver par nom, discipline ou établissement. Il donne également un aperçu de l'actualité dans le domaine : appels de communication, colloques, concours, nouvelles publications, etc.

Un projet de réseau inspirant

Si le Colloque n'a pas abouti à la formation immédiate du réseau de recherche en alphabétisation, il a néanmoins confirmé la détermination à mener le projet à terme. Les quatre premiers ateliers ont donné aux personnes participantes l'occasion de réfléchir à la nécessité d'intégrer recherche et pratique, de développer une culture de recherche, d'avoir des moyens suffisants et d'influencer la prise de décisions. Les quatre autres ateliers portaient plus précisément sur le réseau. Ils ont permis d'en esquisser les principales caractéristiques, à savoir sa mission, sa structure, ses valeurs et ses actions prioritaires.

À partir de cette ébauche, le CDÉACF et la FCAF ont rédigé un document pour procéder à la validation qu'avaient souhaitée les personnes participantes. De juin à septembre 2008, plus de la moitié d'entre elles ont contribué à la consultation sur la mission, les valeurs et la forme d'un réseau d'échanges canadien permanent en alphabétisation, littératie et alphabétisme en français.

L'intérêt qu'a suscité le projet d'une communauté de recherche en français s'est communiqué aux milieux de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes. Le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes a ainsi invité la coordonnatrice du projet de réseau à son colloque « Cheminement vers une culture d'apprentissage chez les adultes au Canada » à Saint-Jean, Terre-Neuve, du 23 au 25 juin 2008. Elle a alors présenté les résultats du Colloque du CDÉACF et de la FCAF.

Tous les ingrédients qui ont favorisé le succès du Colloque offrent également un gage d'avenir pour le réseau francophone de recherche en alphabétisation. Les liens qui se sont tissés entre les divers partenaires ou avec d'autres réseaux canadiens et internationaux durant quatre années de collaboration constituent une base solide pour la suite des choses.



VI. CONCLUSION

■ Contre vents et marées, le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) et la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) ont su garder le cap sur leur objectif. Pendant quatre ans, ils ont multiplié les démarches pour former un réseau de recherche francophone sur l'alphabétisation des adultes. Aujourd'hui, ils peuvent à juste titre se féliciter : au moment où vous lirez ces lignes, le réseau sera devenu réalité au cours de l'assemblée de fondation tenue à Montréal, les 21 et 22 novembre 2008.

Dès les premières heures du projet, le CDÉACF et la FCAF ont misé sur une approche participative. Ils ont mobilisé les multiples acteurs qui œuvrent dans le domaine de l'alphabétisation, de l'alphabétisme et de la littératie partout au Canada. Avec le Colloque « L'alphabétisation en français à l'heure des réseaux et des communautés d'échanges » dont nous venons de rapporter les faits saillants, ils ont franchi une étape capitale pour la mise sur pied du réseau. Ils sont en effet parvenus à rassembler le plus grand nombre de francophones des milieux de recherche et de pratique pour discuter des caractéristiques souhaitables du futur réseau. La diversité des fonctions et des points de vue de ces personnes ainsi que la présence de membres d'autres réseaux canadiens et internationaux ont facilité des échanges profonds et fructueux. Une si large participation a certainement favorisé la réussite du Colloque, mais elle offre surtout un espoir pour l'avenir du réseau.

Durant quatre ans, le CDÉACF et la FCAF n'ont pas ménagé les efforts de consultation et de concertation pour susciter une adhésion réfléchie au réseau envisagé. Ce faisant, ils ont permis aux multiples acteurs de s'approprier le projet. À en juger par l'engagement dont les milieux de recherche et de pratique ont fait preuve jusqu'ici, le réseau de recherche en alphabétisation en français semble promis à une longue vie.

En fait, l'aventure ne fait que commencer. Avec le réseau de recherche mis sur pied, les communautés francophones du Canada se donnent un moyen essentiel pour atteindre leur objectif ultime : une société où toutes les citoyennes et tous les citoyens peuvent exercer leurs droits et apporter leur contribution.

ANNEXE 1 – Notes biographiques

Agente de développement en éducation et formation des adultes au Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine, **Sophie Ambrosi** est notamment responsable du site Internet Zone ÉFA. Elle est aussi coresponsable du bulletin de veille en éducation et formation des adultes ainsi que du répertoire et du site COMPAS. Diplômée en anthropologie, elle a travaillé à la fois dans le milieu universitaire et dans le milieu communautaire. Le souci du transfert des connaissances entre les réseaux de recherche et de pratique est au cœur de ses préoccupations actuelles.

Paul Bélanger est professeur à la Faculté d'éducation de l'Université du Québec à Montréal où il exerce également les fonctions de directeur du Centre interdisciplinaire de recherche / développement sur l'éducation permanente (CIRDEP). De 1972 à 1984, il a été directeur de l'Institut canadien d'éducation des adultes et il est l'un des membres fondateurs du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine. Il a été directeur de l'Institut de recherche appliquée sur le travail (1988-1989) et de l'Institut de l'UNESCO pour l'Éducation à Hambourg (1989-2000). Il occupe la présidence du Conseil international de l'éducation des adultes depuis janvier 2000.

Suzanne Benoit assume la présidence de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français. Elle est aussi directrice générale de la Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario depuis 1999, année de la création de cet organisme d'envergure provinciale. Avant d'occuper ce poste, elle a mis sur pied le Centre d'alphabétisation Moi, J'apprends qui dessert le comté de Russell, en Ontario, où elle a œuvré à titre de directrice générale pendant 12 ans. Elle a également été enseignante pendant 10 ans. Profondément engagée dans les causes sociales, elle a siégé à bon nombre de conseils d'administration d'organismes communautaires dont Centraide, la Bibliothèque publique de Clarence Rockland et la Maison Interlude à Hawkesbury, une maison pour femmes violentées. Elle apporte donc au monde de l'éducation non formelle des adultes une riche expérience en éducation, en administration et en action communautaire.

Nathalie Boivin est professeure-chercheuse à l'École de science infirmière de l'Université de Moncton – campus de Shippagan, site de Bathurst, au Nouveau-Brunswick. Depuis 2003, elle collabore avec le Réseau Communauté en santé de Bathurst à une initiative de promotion de la santé pour la population francophone peu ou pas alphabétisée du Nord-Est de cette province. Intitulée « C'est quoi ton truc ? », la campagne médiatique vise à valoriser le potentiel de ces francophones pour les inciter à prendre une part active à leur santé individuelle et collective. Elle a également participé à quelques conférences au cours desquelles elle a pu faire connaître cette initiative, partager les résultats, réseauter et échanger avec des gens travaillant dans ce domaine.

Danielle Charron est coordonnatrice adjointe au Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes, du Conseil canadien sur l'apprentissage, à l'Université du Nouveau-Brunswick à Fredericton. Sa carrière débuta à Ottawa, au gouvernement fédéral, en tant qu'administratrice du Programme des langues officielles dans l'enseignement. Un changement de cap l'amena ensuite vers l'enseignement et l'administration au sein des programmes d'alphabétisation. Lors de son arrivée à Fredericton en 1994, Mme Charron amorça une carrière dans l'enseignement du français et l'administration au Collège communautaire du Nouveau-Brunswick et à l'Université du Nouveau-Brunswick. En 2004, elle a reçu le prix Dr. Allan P. Stuart Memorial Award for Excellence in Teaching de cette université. Elle est titulaire d'une maîtrise en lettres françaises (Université d'Ottawa, 1979), d'un certificat en administration des affaires (Université d'Ottawa, 1981) et d'un diplôme en enseignement universitaire (Université du Nouveau-Brunswick, 1999). Très impliquée dans la communauté francophone, elle siège à divers conseils d'administration.

Maren Elfert est spécialiste de programmes et attachée en relations publiques à l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie situé à Hambourg. Ce centre international de recherche, d'information et de documentation se consacre essentiellement à l'éducation et à la formation des adultes dans une perspec-

tive d'apprentissage tout au long de la vie. Mme Elfert collabore actuellement à la mise sur pied d'un réseau européen de recherche en alphabétisation.

Isabelle Gendreau est présidente du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) où elle représente le Regroupement Naissance Renaissance (RNR). Après sa formation en droit et en communication, elle a travaillé au Service des communications de la Société des alcools du Québec. Il y a sept ans, Mme Gendreau a décidé que, pour elle, la lutte pour la justice sociale se ferait au sein du mouvement communautaire et des femmes. Elle a côtoyé le personnel du CDÉACF pendant les six années où elle a travaillé pour le RNR, d'abord sur le dossier de la reconnaissance économique et sociale des femmes, puis comme coordonnatrice des communications et de la vie associative.

Sharon Hackett est coordonnatrice par intérim du projet « Favoriser la recherche en alphabétisation en français par la mise en œuvre d'une communauté francophone de recherche en alphabétisation » pour la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français et le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine. Elle participe à l'élaboration de projets de réseautage technologique auprès des francophones depuis 1998. Elle a ainsi coordonné la mise en œuvre du réseau NetFemmes et coordonne aujourd'hui l'élaboration du réseau Espace Alpha. Les deux projets ont été conçus en partenariat avec plusieurs organisations. Mme Hackett est active dans différents espaces d'action et de réflexion sur l'intégration des technologies de l'information et des communications dans les milieux communautaires et éducatifs. Elle a publié plusieurs articles et coordonné, à l'échelle internationale, la rédaction et la publication d'un livre sur les femmes et les médias.

Chantal Ouellet est professeure au Département d'éducation et formation spécialisées à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal et directrice des programmes d'enseignement en adaptation scolaire et sociale. Elle est membre du Groupe d'étude sur l'interdisciplinarité et les représentations sociales (GEIRSO), du Groupe interdisciplinaire de recherche sur les interactions didactiques

(GRIID) et du comité consultatif du projet « Favoriser la recherche en alphabétisation en français par la mise en œuvre d'une communauté francophone de recherche en alphabétisation ». Elle a récemment dirigé une recherche-action visant à augmenter la participation des adultes faiblement alphabétisés à la formation, ce qui a permis aux commissions scolaires de la Montérégie de varier leurs services afin d'en rejoindre un plus grand nombre.

Claudie Solar est professeure titulaire au Département de psychopédagogie et d'andragogie de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal. Depuis 1995, elle collabore avec le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine, une collaboration qui a donné lieu notamment à la production de portraits de recherche en alphabétisation et en apprentissage des adultes. Trilingue, Mme Solar intervient régulièrement sur des problématiques liées à la formation des adultes, à l'équité, à l'éducation scientifique et technologique, et à la formation professionnelle dans les Amériques, en Afrique du Nord et en Europe où elle est régulièrement professeure invitée. Elle est auteure ou coauteure de plus d'une quinzaine d'ouvrages.

Michèle Stanton-Jean est présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO depuis 2006. Elle est bien connue au Canada et sur la scène internationale pour avoir présidé le Comité international de bioéthique dont le travail a mené la 33^e Conférence générale de l'UNESCO à adopter, en 2005, la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme. De 2000 à 2005, Mme Stanton-Jean a été conseillère en développement de programmes à la Faculté des études supérieures de l'Université de Montréal. De 1998 à 2000, elle a été conseillère spéciale auprès du ministre des Affaires étrangères (Santé et Affaires sociales) en affectation à la Mission du Canada auprès de l'Union européenne à Bruxelles. Elle avait occupé auparavant le poste de sous-ministre de Santé Canada de 1993 à 1998. De 1980 à 1982, elle a présidé la Commission d'étude sur la formation professionnelle et socioculturelle des adultes au Québec dont les travaux, qui ont eu un effet marquant dans ce milieu, demeurent une référence en la matière.

ANNEXE 2 – Programme du colloque

COLLOQUE

23, 24 et 25 avril 2008, Hôtel Novotel, Montréal

L'alphabétisation en français à l'heure des réseaux et des communautés d'échanges



Novotel Montréal
1180, rue de la Montagne
Montréal (Québec) H3G 1Z1
Téléphone : 514 861-6000
Courriel : H1151@accor.com

 Ressources humaines et
Développement social Canada Human Resources and
Social Development Canada

CANADIAN COUNCIL ON LEARNING **CCL** **CCA** CONSEIL CANADIEN SUR L'APPRENTISSAGE
Adult Learning Centre du savoir Knowledge Centre Apprentissage chez les adultes


Centre de documentation
sur l'éducation des adultes et la condition féminine


FCAF
Fédération
canadienne pour
l'alphabétisation
en français

INFORMATIONS GÉNÉRALES

SERVICE À LA CLIENTÈLE

Pendant toute la durée du colloque, il est possible de rejoindre les organisatrices aux numéros ci-dessous.

- Sharon Hackett: 514 606-9018
- Emmanuelle Berthou: 514 996-6799

Pour des besoins spécifiques, l'organisation offre aux participantes et aux participants un espace de secrétariat dans la chambre 502.

Après la tenue du colloque, l'équipe de La Boîte de Comm. stratégie et production se fera un plaisir de répondre à vos demandes, aux coordonnées suivantes:

La Boîte de Comm., Stratégie et production
408, rue Saint-Sulpice, bureau 1, Montréal (Québec) H2Y 2V5

Téléphone: 514 286-2866
Télécopieur: 514 286-0266

Contact: Claudia Vallée: claudia@boitedecomm.com
Emmanuelle Berthou: manue@boitedecomm.com

HÉBERGEMENT

- La plupart des personnes inscrites au colloque qui viennent de l'extérieur de Montréal séjourneront sur place, au Novotel.
- Les frais incidentaux (appels interurbains, service aux chambres, minibar, etc.), ne sont pas pris en charge par l'organisation du colloque.
- Un accès gratuit à Internet est disponible dans les chambres.

REPAS

- 23 avril, 19 h 00 Coquetel dînatoire (Restaurant l'Ô du Novotel)
- 24 avril, 7 h 45 Petit-déjeuner continental (Salle Alsace Lorraine)
- 24 avril, 11 h 50 Dîner Buffet (Salles Alsace Lorraine et Périgord AB)*
- 24 avril, 19 h 00 Banquet (Salle Alsace Lorraine)
- 25 avril, 7 h 45 Petit-déjeuner continental (Salle Alsace Lorraine)
- 25 avril, 11 h 45 Dîner Buffet (Salles Alsace Lorraine et Périgord AB)*

TRANSPORT

- N'oubliez pas de conserver vos reçus de voyage (autobus, train, avion, taxi)
- Pour les déplacements en covoiturage, un remboursement de 0,38 \$ du kilomètre sera offert aux personnes qui voyageront avec au moins une passagère ou un passager, dont le nom devra être inscrit dans le formulaire de remboursement.
- Remplissez et postez le formulaire de remboursement avec tous les reçus **après** le colloque, à l'adresse inscrite ci-dessus, à l'attention de Claudia Vallée.

* Les personnes qui souhaitent assister aux « mini présentations » offertes pendant l'heure du dîner peuvent se rendre à la salle Périgord AB, située au 2^e étage. Le même repas y sera servi.

UNE NOUVELLE ÈRE POUR L'ALPHABÉTISATION DES FRANCOPHONES

La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) et le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) sont heureux de vous accueillir au colloque « **L'alphabétisation en français à l'heure des réseaux et des communautés d'échanges** ».

C'est à l'occasion d'une révision de sa politique sur la recherche en mars 2004, que le Secrétariat national à l'alphabétisation (SNA) constatait une « absence de recherche sur la problématique de l'alphabétisme des francophones ». À peine quelques mois plus tard, la FCAF et le CDÉACF étaient approchés pour développer des pistes de solutions dont la création d'un réseau, déjà pressenti comme nécessaire à l'époque. Malgré l'envergure du défi, ils acceptèrent de piloter le dossier et s'adjoindront pour ce faire une douzaine de chercheuses, chercheurs, praticiennes et praticiens de partout au Canada.

Quatre ans plus tard, c'est avec plaisir et un brin de fierté qu'ils présentent les résultats de leurs travaux qui ont notamment permis la constitution d'un comité consultatif, l'exploration de modèles de réseaux de recherche, l'inventaire des recherches en alphabétisation en français au Canada, la création d'une cartographie conceptuelle de la recherche et enfin, l'organisation du présent colloque.

C'est à nous maintenant de décider de la forme que prendra ce réseau de recherche et de proposer des suites pour assurer sa réalisation. Votre contribution vient s'ajouter à ce moment historique dans l'évolution du mouvement pour l'alphabétisation en français au Canada.

Bon colloque à toutes et à tous!

Table des acronymes

CCA	Conseil canadien sur l'apprentissage
CDÉACF	Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine
CIRDEP	Centre interdisciplinaire de recherche/développement sur l'éducation permanente
FCAF	Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français
UIL-UNESCO	Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie

MERCREDI 23 AVRIL (Accueil et coquetel de bienvenue)

Foyer de la salle Alsace Lorraine / Restaurant l'Ô du Novotel

17 h 00

Accueil et enregistrement

Enregistrement au colloque et au comptoir de l'hôtel pour les personnes qui ont réservé une chambre.

19 h 00

Coquetel de bienvenue

20 h 00

Mot de bienvenue et présentation des objectifs du colloque

Richard Messier, spécialiste des réseaux sociaux et en communication (animateur)

20 h 10

L'état actuel de la recherche en alphabétisation, retour sur quatre années d'effort

Isabelle Gendreau, présidente du CDÉACF

20 h 20

La recherche en alphabétisation francophone au Canada : des liens à définir

Suzanne Benoît, présidente de la FCAF

20 h 30

Réfléchir pour mieux agir

Danielle Charron, coordonnatrice adjointe, Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes du CCA

20 h 35

Une nouvelle étape dans la recherche en alphabétisation francophone

Serge Wagner, professeur et membre fondateur de la FCAF

21 h 40

Derrière les statistiques, un besoin fondamental

Paul Bélanger, professeur à l'UQAM, directeur du CIRDEP et membre fondateur du CDÉACF

21 h 00

Survol du plan de travail et consignes pratiques

Richard Messier

JEUDI 24 AVRIL (JOUR 1 AM)

(Salle Alsace Lorraine)

8 h30

Mot de bienvenue et présentation générale du programme de la journée

Richard Messier

8 h35

Présentation générale de la cartographie conceptuelle

Sharon Hackett, agente de développement, CDÉACF

- Les objectifs
- La méthodologie
- Identification et présentation des 10 grands thèmes

9 h00

ATELIER 1: Mise en situation

- Présentation des participantes et des participants et du rôle des personnes désignées animatrice ou rapporteure d'atelier.
- Thème: Une meilleure intégration recherche - pratique pourrait-elle améliorer le travail des intervenantes et des intervenants?

9 h25

Plénière sur l'Atelier 1

9 h30

ATELIER 2: La culture de la recherche en alphabétisation

- Est-ce que la complexité de la problématique alpha est justement reconnue?
- La recherche est-elle suffisamment diffusée et vulgarisée?
- Y a-t-il une culture de recherche dans les milieux de pratique?

10 h15

Plénière sur l'Atelier 2

10 h30

Pause rencontres

10 h45

ATELIER 3: Les moyens

- Est-ce que les praticiennes et les praticiens disposent des moyens nécessaires pour faire de la recherche?
- En matière de recherche en alphabétisation, les expertises des actrices et des acteurs des différents milieux sont-elles reconnues à leur juste mesure?
- Est-ce que l'on utilise suffisamment les ressources documentaires?
- Est-ce nécessaire de clarifier les aspects éthiques de la recherche?

11 h30

Plénière sur l'Atelier 3

11 h40

Présentation du répertoire Compas

Sophie Ambrosi, agente de développement, CDÉACF

11 h50

Dîner

(Salle Alsace Lorraine /Salle Périgord AB)

JEUDI 24 AVRIL (JOUR 1 PM)

(Salle Alsace Lorraine)

13h15

ATELIER 4: Les décideuses, décideurs et le financement

- Les personnes responsables de la décision tiennent-elles suffisamment compte de la recherche en alphabétisation? Connaissent-elles bien les résultats de la recherche?
- Si les décideuses et les décideurs connaissaient mieux les résultats de la recherche, est-ce que le financement serait augmenté et mieux adapté?
- Qu'est-ce qui pourrait convaincre les personnes responsables de la décision d'augmenter les budgets affectés à la recherche?

14h10

Plénière sur l'Atelier 4

14h30

Pause rencontres

14h45

ATELIER 5: Le réseau

- Avons-nous besoin d'un réseau qui améliorerait l'interaction entre les gens des milieux de la recherche et de la pratique?

15h30

Plénière sur l'Atelier 5

15h45

Présentation des résultats de la cartographie

16h00

Levée des travaux

19h00

Banquet

(Salle Alsace Lorraine)

Exposé sur l'état de la recherche en alphabétisation
Claudie Solar, professeure, Université de Montréal

- présenté entre le 2^e et le 3^e service.

VENDREDI 25 AVRIL — (JOUR 2)

(Salle Alsace Lorraine)

8 h 30

Mot de bienvenue, présentation générale du programme de la journée, synthèse des travaux de la journée précédente Richard Messier

8 h 45

Les problématiques hors-Québec

Nathalie Boivin, professeure, Université de Moncton

9 h 15

Présentation de quatre modèles de réseau Chantal Ouellet, professeure, UQAM
Exemples de réseaux de recherche en Europe

Maren Elfert, spécialiste du programme/Relations publiques, UIL-UNESCO

9 h 45

ATELIER 1 : Quel modèle nous conviendrait le mieux ?

- Y-a-t-il un modèle qui répondrait mieux à nos besoins ?
- Quels éléments de ces modèles devrions-nous retenir ?
- Manque-t-il des éléments ?

10 h 15

Pause rencontres

10 h 30

Plénière sur l'Atelier 1

10 h 45

ATELIER 2 : Le réseau

- Quelles devraient être les valeurs du réseau ?
- Quelle devrait être la mission du réseau ?
- Qui ce réseau devrait-il regrouper ?
- Quelle devrait être sa structure ?
- Qui devrait en prendre la responsabilité ?

11 h 45

Dîner

(Salle Alsace Lorraine /Salle Périgord AB)

13 h 15

Plénière sur l'Atelier 2

13 h 30

ATELIER 3 : Les priorités

- Quelles sont les actions que le réseau devrait prioriser ?

14 h 30

Pause rencontre

14 h 45

Plénière sur l'Atelier 3

15 h 00

Synthèse et conclusion finales :

Rosalie Ndejuru, directrice générale, CDÉACF

Yvon Laberge, directeur général, FCAF

Michèle Stanton-Jean, présidente, Commission canadienne pour l'UNESCO

15 h 30

Fin du colloque

COORDINATION DU COLLOQUE

Martine Boucher - CDÉACF
Sharon Hackett - CDÉACF

COMITÉ CONSULTATIF

Martine Boucher (CDÉACF)
Isabelle Clerc (Université Laval)
Sharon Hackett (CDÉACF)
Margot Kaszap (Université Laval)
Yvon Laberge (FCAF)
Sylvain Lapointe (FCAF)
Donald Lurette (Centre d'apprentissage et de perfectionnement de Hawkesbury)
Diana Masny (Université d'Ottawa)
Normand Labrie (Université de Toronto)
Rosalie Ndejuru (CDÉACF)
Charline Vautour (Université de Moncton)

PARTENAIRES FINANCIERS

Ressources humaines et développement social Canada
Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes du Conseil canadien sur l'apprentissage

ANIMATEUR

Richard Messier (La Boîte de Comm., stratégie & production)

PRODUCTION DÉLÉGUÉE DU COLLOQUE

La Boîte de Comm., stratégie & production
L'agence des organisations socialement responsable



La Boîte de Comm.
STRATÉGIE ET PRODUCTION

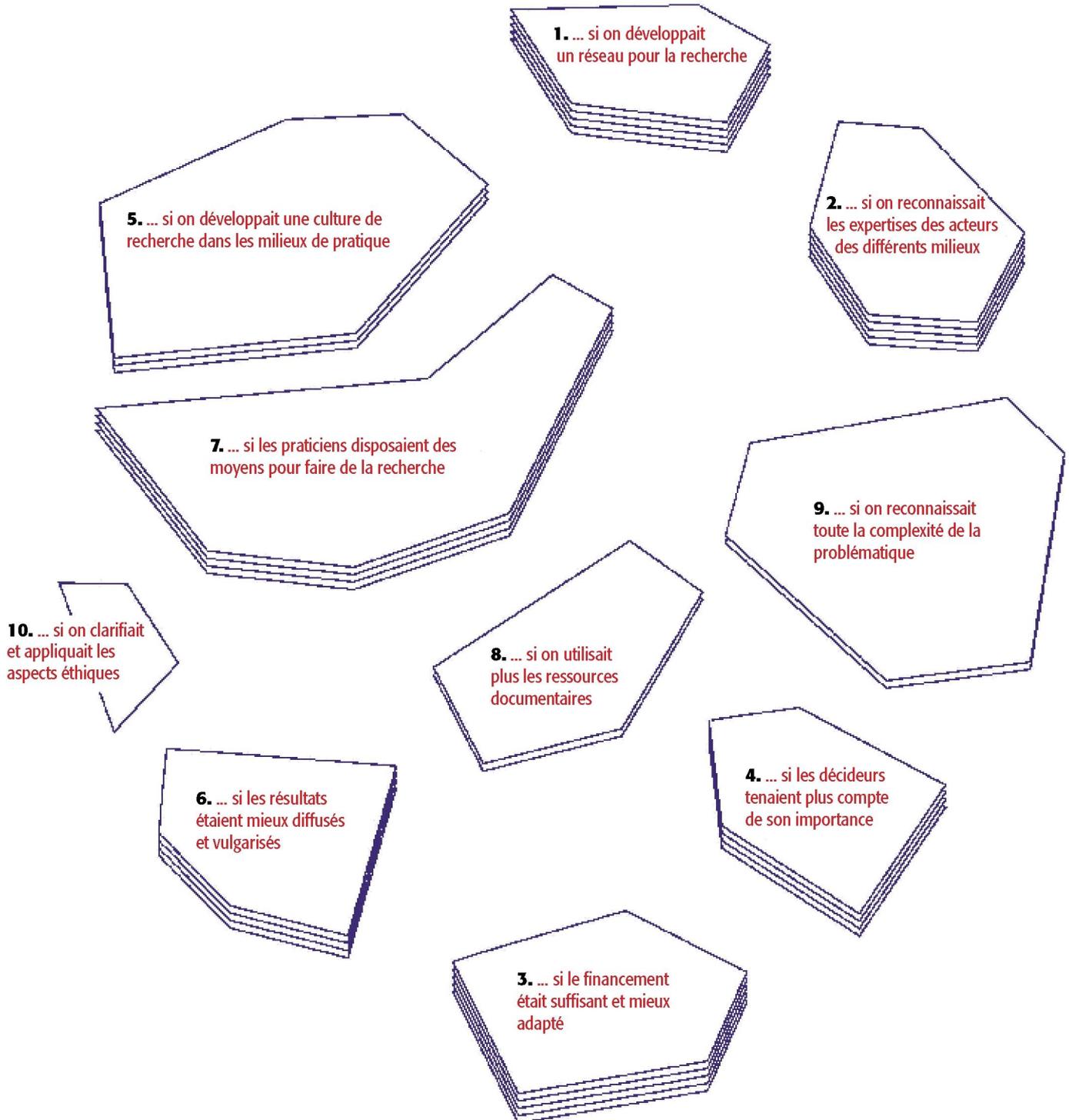
L'ABC d'un colloque sans déchet

Le comité organisateur a pris plusieurs initiatives afin de réduire l'impact environnemental de ce colloque. Nous vous encourageons à poser vous aussi des gestes concrets:

- Remettre vos cocardes d'identification à la fin du colloque
- Réduire la consommation de papier et penser à sa réutilisation
- Éviter les contenants et les ustensiles à usage unique
- Utiliser le transport en commun et le covoiturage, si possible

ANNEXE 3 – Carte conceptuelle définitive

La recherche occuperait une plus grande place en «alpha» si...



ANNEXE 4 – Membres du comité consultatif

Martine Boucher
(CDÉACF)

Isabelle Clerc
(Université Laval)

Sharon Hackett
(CDÉACF)

Margot Kaszap
(Université Laval)

Yvon Laberge
(FCAF)

Normand Labrie
(Université de Toronto)

Sylvain Lapointe
(FCAF)

Donald Lurette
(Centre d'apprentissage et de perfectionnement de Hawkesbury)

Diana Masny
(Université d'Ottawa)

Rosalie Ndejuru
(CDÉACF)

Chantal Ouellet
(Université du Québec à Montréal)

Charline Vautour
(Université de Moncton)

ANNEXE 5 – Liste des personnes participantes

Madame Shery Alexander-Heinis

Canadian Commission for UNESCO
Ottawa (Ontario)

Madame Sophie Ambrosi

Centre de documentation sur l'éducation aux adultes
et la condition féminine (CDÉACF)
Montréal (Québec)

Madame Élise Arsenault

La Société éducative de l'Î.-P.-E. /
Collège Acadia ÎPE
Wellington (Ile du Prince Édouard)

Madame Mona Audet

Pluri-elles Inc.
Winnipeg (Manitoba)

Monsieur Daniel Baril

Institut de coopération pour l'éducation
des adultes
Montréal (Québec)

Madame Suzanne Benoit

Coalition francophone pour l'alphabétisation
Ottawa (Ontario)

Madame Danielle Bergeron

Groupe Rédiger, Université Laval
Québec (Québec)

Madame Francine Bernèche

Institut de la statistique du Québec
Montréal (Québec)

Madame Emmanuelle Berthou

La Boîte de Comm.
Montréal (Québec)

Madame Marisabelle Bérubé

Saint-Bruno (Québec)

Madame Nathalie Boivin

Université de Moncton, Campus de Shippagan,
Site de Bathurst
Bathurst (Nouveau-Brunswick)

Madame Marisa Bourgeois

Service fransaskois de formation
aux adultes (SEFFA)
Gravelbourg (Saskatchewan)

Monsieur Mario Breton

Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île-
Centre Paul-Gratton
Montréal (Québec)

Monsieur Thibaut Buat

La Boîte de Comm.
Montréal (Québec)

Madame Lorraine Cadotte

Projet Fadafem
Montréal (Québec)

Madame France-Line Carbonneau

Y des femmes de Montréal
Montréal (Québec)

Monsieur Fernan Carrière

Fédération canadienne sur l'alphabétisation
en français (FCAF)
Ottawa (Ontario)

Madame Danielle Charron

Université du Nouveau-Brunswick -
Centre du savoir / Apprentissage des adultes
Fredericton (Nouveau-Brunswick)

Madame Diane Charest

Ministère de l'Éducation, du Loisir et
du Sport (MELS)
Québec (Québec)

Madame Lorette Chiasson

Base de données en alphabétisation des adultes
(BDAA)
Fredericton (Nouveau-Brunswick)

Madame Isabelle Clerc

Groupe Rédiger, Université Laval
Département d'information et de communication
Québec (Québec)

Madame Karine Collette

Centre d'analyse et de traitement informatique
du français québécois (CATIFQ)
Université de Sherbrooke
Sherbrooke (Québec)

Madame Louise Crépeau

Formation de base pour le développement
de la main d'œuvre (FBDM)
Montréal (Québec)

Madame Suzanne Daneau

La Boîte à Lettres de Longueuil
Longueuil (Québec)

Madame Katherine d'Entremont

Base de données en alphabétisation
des adultes (BDAA)
Fredericton (Nouveau-Brunswick)

Monsieur Hervé Dignard

Institut de coopération pour l'éducation
des adultes
Montréal (Québec)

Madame Myriam Drolet

Groupe de recherche et d'intervention
en santé l'alphabétisation (GRISA)
Québec (Québec)

Madame Lise Duguay

Réseau-action formation et recherche
de la Société Santé en mieux-être français
du Nouveau-Brunswick
Moncton (Nouveau-Brunswick)

Madame Martine Dupont

La Boîte à Lettres de Longueuil
Longueuil (Québec)

Madame Maren Elfert

UNESCO - UIL
Hamburg (Allemagne)

Monsieur Diego Gallego

Collège Frontière
Montréal (Québec)

Madame Anne-Marie Gammon

Fédération des conseils d'éducation
du Nouveau-Brunswick
Bathurst (Nouveau-Brunswick)

Madame Jeanne d'Arc Gaudet

Université de Moncton
Moncton (Nouveau-Brunswick)

Madame Linda Haché

Fédération de l'alphabétisation
du Nouveau-Brunswick
Bathurst (Nouveau-Brunswick)

ANNEXE 5 – Liste des personnes participantes

(suite)

Madame Sharon Hackett

Centre de documentation sur l'éducation aux adultes et la condition féminine (CDÉACF)
Montréal (Québec)

Monsieur Bernard Hudon

Centre des lettres et des mots (CLEM)
Montréal (Québec)

Madame Michèle Stanton Jean

Canadian Commission for UNESCO
Ottawa (Ontario)

Madame Dominique Joseph

Groupe Rédiger, Université Laval
Victoria (Colombie-Britannique)

Madame Margot Kaszap

Université Laval
Québec (Québec)

Madame Chelsea Kirkby

Y des femmes de Montréal
Montréal (Québec)

Monsieur Yvon Laberge

Fédération canadienne sur l'alphabétisation en français (FCAF)
Ottawa (Ontario)

Monsieur Normand Labrie

Ontario Institute for Studies in Education (OISE), Université de Toronto
Toronto (Ontario)

Monsieur François Lachance

Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles, Ressources humaines et développement social Canada
Gatineau (Québec)

Madame Dominique Lacombe

Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord
Montmagny (Québec)

Madame France Lavallée

Formation Clef Mitis/Neigette
Rimouski (Québec)

Madame Louise Lemieux

Université du Québec en Abiti-Témiscamingue
Rouyn-Noranda (Québec)

Madame Sophie LeTouzé

Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités (CIRCEM)
Ottawa (Ontario)

Monsieur Jean-Yves Lévesque

Université du Québec à Rimouski
Rimouski (Québec)

Madame Mireille Lévesque

Ministère de l'Emploi et Solidarité sociale
Québec (Québec)

Monsieur Donald Lurette

Le Centre d'apprentissage et de perfectionnement (CAP)
Hawkesbury (Ontario)

Madame Vicky Lyonnais

Fédération franco-ténoise
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)

Madame Diana Masny

Université d'Ottawa - Faculté d'éducation
Ottawa (Ontario)

Monsieur Lino Mastriani

Ministère de l'Éducation, du Loisir et
du Sport (MELS)
Québec (Québec)

Monsieur Richard Messier

La Boîte de Comm.
Montréal (Québec)

Madame Caroline Meunier

Regroupement des groupes populaires en
alphabétisation du Québec (RGPAQ)
Montréal (Québec)

Monsieur Tom Miller

Conseil des ministres de l'éducation
du Canada (CMEC)
Toronto (Ontario)

Madame Julie Myre-Bisailon

Département des études sur l'adaptation
scolaire et sociale, Faculté d'éducation,
Université de Sherbrooke
Sherbrooke (Québec)

Madame Rosalie Ndejuru

Centre de documentation sur l'éducation
aux adultes et la condition féminine (CDÉACF)
Montréal (Québec)

Madame Chantal Ouellet

Département d'éducation et formation
spécialisées, Université du Québec à Montréal
Montréal (Québec)

Madame Charlotte Ouellette

Ministère de l'Éducation, du Loisir
et du Sport (MELS)
Québec (Québec)

Madame Lise Pelletier

Groupe en alphabétisation de Montmagny-Nord
Montmagny (Québec)

Madame Pauline Pelletier

Ministère de l'Éducation postsecondaire,
de la Formation et du Travail
Fredericton (Nouveau-Brunswick)

Monsieur Léo-Paul Provencher

Fédération franco-ténoise
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest)

Madame Ginette Richard

Regroupement des groupes populaires en
alphabétisation du Québec (RGPAQ)
Montréal (Québec)

Monsieur Léonard Rivard

Collège universitaire de Saint-Boniface
Winnipeg (Manitoba)

Madame Liane Romain

Centre FORA
Sudbury (Ontario)

Madame Sylvie Roy

Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
Montréal (Québec)

Madame Pauline Roy

Landal inc.
Moncton (Nouveau-Brunswick)

Madame Chantal Samuel

Centre AlphaPlus
Toronto (Ontario)

ANNEXE 5 – Liste des personnes participantes

(suite)

Madame Lise Savoie

Université de Moncton
École de travail social / Faculté des arts
et des et des sciences sociales
Montréal (Nouveau-Brunswick)

Madame Linda Shohet

The Centre for Literacy
Montréal (Québec)

Madame Sylvia Sioufi

Syndicat canadien de la fonction publique
Ottawa (Ontario)

Madame Claudie Solar

PPA/Faculté des sciences de l'éducation,
Université de Montréal
Montréal (Québec)

Madame Louise Soucy

Fédération canadienne sur l'alphabétisation
en français (FCAF)
Ottawa (Ontario)

Madame Katerina Sukovski

Conseil des ministres de l'éducation
du Canada (CMEC)
Toronto (Ontario)

Monsieur Maurice Taylor

Université d'Ottawa, Faculté d'éducation
Ottawa (Ontario)

Madame Virginie Thériault

Équipe de recherche sur les transitions et
l'apprentissage / Université de Sherbrooke
Sherbrooke (Québec)

Madame Sonya Trudeau

Service de la conception des communications
administratives / Revenu Québec
Québec (Québec)

Madame Claudia Vallée

La Boîte de Comm.
Montréal (Québec)

Madame Charline Vautour

Université de Moncton
Moncton (Nouveau-Brunswick)

Madame Shirley Vigneault

Équipe alphabétisation Nouvelle-Écosse
Tusket (Nouvelle-Écosse)

Madame Margareth Zanchetta

Ryerson University
Toronto (Ontario)